tribune Anarchiste communiste

AVRIL 87

N° 32

SOMMAIRE

EDITO .....PAGE 2

PRINTEMPS 1981

LES CONTRADICTIONS DE LA BOURGEOISIE
DE L'ETAT ET DE LA CLASSE POLITIQUE.....PAGE 3

IMMIGRATION, DROGUE, ARMEE, NUCLEAIRE,
DELINQUANCE... LE ~~SAC~~ PCF VEILLE ! .....PAGE 13

A L'EST RIEN DE NOUVEAU .....PAGE 19

DU TAC AU TAC.....PAGE 23

ECHOS ET INFORMATIONS .....PAGE 26

LES DOSSIERS DE TAC - *AUTOGESTION IV*

- EN ATTENDANT ROCARD.....PAGE 28
- DES MARGINAUX COMME IL FAUT
  OU L'AUTOGESTION TOUT DE SUITE (SUITE) :
  LA COMMUNAUTE DE FEURIER.....PAGE 31
- AUTOGESTION : A SUJET INEPUISABLE,
  CONCLUSION RELATIVE.....PAGE 36

A LA PREMIERE ETAPE
ON LIT T.A.C.

A LA DEUXIEME
ON S'ABONNE !

Correspondance: Paul Denais
22 bis, rue de la Réunion PARIS 20e

Directeur de Publication: Paul Denais
Inscription Commission Paritaire
N° 54 695
Dépôt Légal 47.144

Abonnements: Bernard Cnockaert
CCP PARIS N° 5759.29

4 N° France: 35F + courrier A.C. 42F
Etranger: 42F + courrier A.C. 50F
IMPRIMERIE: GRAPHECOOP
163, rue du Chevaleret PARIS 13e

La collection de T.A.C. du N° 3 au 34 inclus: 60F (franco)
Numéro spécial 6 bis, illustré, "La Commune de Paris et l'alternative socialiste", 6F (franco)

Edito

Nous constations dans le précédent TAC la permanence de centaines, de milliers de luttes exprimant le refus de situations intolérables et portant l'espoir d'une autre société.

Alors que telle est la réalité, notre avenir nous est présenté comme dépendant du choix que nous ferons d'un président.

Malgré l'usure du pouvoir en place, dans le contexte de crise qui peut donner quelque chance à un candidat d'un parti de gauche, cette peu probable éventualité peut-elle être autre chose que l'alternance réversible à la tête de l'administration de la société capitaliste ? Certains s'emploient à essayer de rendre cette alternance possible, en espérant qu'elle induira un processus de dépassement, en prônant une union dans les luttes avec comme objectif, en dehors de toute réalité politique, la reconstruction de l'unité PC-PS.

Les camarades se regroupant autour de TAC ont pu dans les derniers reflux de 68 paraître comme isolés, éternels prêcheurs dans le désert.

Les difficultés d'intervenir dans cette campagne, même à titre propagandiste, difficultés sinon impossibilités dont le PS lui-même est garant, vont amener divers militants de sensibilité autogestionnaire à envisager d'autres modes d'action. Cela devrait déboucher sur un travail de mise en place d'un outil organisationnel commun porteur d'un projet de transformation sociale rejetant l'excécrable communisme aux couleurs de la France le plus débile, tout comme l'humanisme opportuniste ou le modernisme technocratique du PS.

Le congrès du PSU a dégagé une majorité pour un tel processus, ce qui peut enclencher une dynamique sur un projet pour lequel TAC a toujours lutté.

Pour l'immédiat, le coté dérisoire de ces élections est profondément ressenti, car dans ce contexte de rupture entre le discours politique et le vécu de chacun, il n'y a place que pour le désarroi.

Les dernières illusions électoralistes emportées, restera le travail de la réunion d'une force autogestionnaire.

Rendez-vous après les élections. *TAC*

Printemps 1981: Les contradictions de la Bourgeoisie, de l'Etat et de la Classe Politique.

C'est le temps de l'élection présidentielle. La campagne avait commencé bien avant la campagne et le ton ne cesse de monter. La France assiste au spectacle.

Le système est au point. Chaque médium, à tour de rôle, offre ses trétaux et tous les autres lui servent de caisse de résonnance. Une cacophonie -sélectionnée cependant-. On s'est arrangé pour ne se retrouver qu'entre gens de bonne compagnie, de niveau suffisant.

Surtout, on a réussi à désamorcer un scandale, la présence, comme pair, d'un mal embouché : COLUCHE. On a élevé le mur de la bienséance.

Il était temps, 10 % des électeurs osaient témoigner de l'incrédulité générale à l'égard des diverses politiques proposées en déclarant que c'est pour le vrai clown qu'ils voteraient.

L'INCARNATION SANS MYSTERE

Depuis le CHRIST et même avant, le monde foisonne de gens qui veulent sauver l'humanité. Sauver de quoi, de qui, nul ne le sait. Si les événements, les circonstances mettent ces sauveurs au premier plan de l'histoire, ils sont géniaux. Sinon, ce ne sont que de vulgaires mythomanes. Selon la pensée chrétienne, le CHRIST incarne DIEU et les espérances qu'il assume. Tous les sauveurs procèdent de ce mécanisme.

Dépouillés de leur auréole, ils sont ridicules dans leur comportement outré. Les "Lettres, notes et carnets" de Charles de GAULLE, viennent d'être publiés. On sait maintenant que ce personnage providentiel était un illuminé depuis son jeune âge, qui écrivait à quinze ans :

> "Le Général de GAULLE fut mis à la tête de deux cent mille hommes et de cinq cent dix-huit canons : le peuple qui avait longtemps désespéré de la France, passe du plus grand abattement au plus grand tumulte..."

Le petit Charles est élevé dans une famille monarchiste. TOURNOUX révèle qu'il fallut l'Union Sacrée pour que le Père de GAULLE admette la Marseillaise, considérée comme chant subversif.

Le ROI, c'est le modèle : le Père qui incarne l'Etat, qui est lui-même la France, qui tient sa légitimité de sa naissance, de Dieu lui-même. Toute la valeur éthique de la monarchie tient dans ce principe de légitimité symbolisé par l'oingt imposé lors du sacre. Le roi est l'incarnation de la France.

Aussi, Louis XVI ne comprend-il pas lorsque le Tribunal Révolutionnaire l'accuse de trahir la FRANCE puisque la FRANCE c'est lui. Comment peut-il se trahir lui-même ? La FRANCE était devenue un concept abstrait et le souverain c'était le peuple lui-même, autre notion abstraite de la classe bourgeoise au pouvoir. Il est bien clair depuis, que lorsque les bourgeois parlent de l'intérêt de la France, c'est du leur qu'ils parlent.

Dès son aventure de 1940, de GAULLE est persuadé qu'il EST la FRANCE. Même s'il est seul, la FRANCE se trouve là où il se trouve. La FRANCE parle lorsqu'il parle et son verbe est vite assimilé à une opération magique. Malgré les déboires, son discours résoud les problèmes, exorcise. On l'a vu encore au moment du putsch d'ALGER ou en Mai 68. Il faut pour ce faire que les situations soient sans

cesse dramatisées. La France est ainsi perpétuellement en danger. Elle a besoin de son sauveur.

Lors de l'occupation, de GAULLE qui est un homme de droite, ne reçoit que des soutiens efficaces de la Gauche et des républicains, du fait de la collusion de la grande bourgeoisie avec VICHY. Pragmatique, il comprend qu'il doit restaurer une république, la IVe, qu'il ne cessera ensuite de combattre.

Il n'y a plus de roi. S'il doit en exister un, ce ne peut être que de GAULLE, qui se prend toujours pour la France. Il a un culte irraisonné pour l'ETAT et l'AUTORITE qu'il incarne bien entendu. Elu président de la Ve République dont la constitution comble ses voeux, il n'a que mépris pour le Parlement et les politiciens de tous bords. Il croit, comme MAURRAS, qu'il existe une différence entre le "Pays légal" et le "Pays réel" (ce qu'on appelle maintenant la France profonde que GISCARD regarde "au fond des yeux"). Le président de la République (le "ROI") ne doit pas tenir son pouvoir du pays légal, c'est-à-dire du législatif tout comme le monarque héréditaire. C'est ainsi que fut conçue cette idée de l'élection du Président au suffrage universel direct, par-dessus les institutions elles-mêmes. C'est cette désignation par le Peuple abstrait qui remplace l'oingt du sacre de REIMS avec le même pouvoir magique.

Ainsi, est retrouvée la notion de légitimité qui concilie les deux traditions, monarchique et républicaine.

Comme depuis, tout homme politique veut aussi INCARNER la France ou ses intérêts, cela aboutit à une personnalisation systématique de la politique. Cette personnalisation, favorisée par les mass media, consacre la mort de tout groupe ou parti qui n'a pas de leader représentatif ou "décoratif". Les idées et théories ne jouent qu'un rôle secondaire.

Le Parti Communiste qui, depuis longtemps, INCARNE la classe ouvrière et la FRANCE et possède une longue tradition de "culte de la personnalité", n'est pas dépaysé dans ce système purement chrétien.

Après une certaine résistance, les partis de gauche qui ont une certaine tradition maçonnique, se sont mis au diapason. Le P.S. ne met plus en question cette notion présidentialiste. Là aussi, on use de dramatisation et d'apparitions "magiques". ROCARD annonce ses décisions depuis sa mairie. MITTERRAND apparaît en pontifiant et ses rivaux sont exorcisés !

L'ETAT GAULLIEN

Selon le discours de BAYEUX de Juin 46, le Président défini par de GAULLE doit être un arbitre. C'est l'image que la bourgeoisie classique se fait de l'Etat. Précisément, cela ne tient pas du tout en pratique, puisque la campagne électorale le fait candidat d'un clan. Puis, le nouvel élu, devenu prince, peut agir théoriquement selon son bon vouloir, c'est-à-dire en conformité avec les intérêts de son clan. Indépendant du législatif, il désigne lui-même le Premier Ministre sans aucun contrôle du Parlement, peut le destituer si "est accomplie la tâche qu'il lui destinait" (de GAULLE en 64). Il peut même mépriser le Parlement : on a vu CHABAN-

DELMAS remercié par de GAULLE en Juillet 72 alors qu'il avait obtenu un vote de confiance par l'Assemblée. Les ministres sont nommés tout aussi arbitrairement. Il y a enfin l'article 16 qui finit de donner tous les pouvoirs au Président en cas de menace "interrompant le fonctionnement régulier des institutions". On voit de quoi il s'agit. Personne ne peut donc remettre en question le système. Voilà qui montre l'impossibilité d'une voie légale au Socialisme malgré les discours.

Au-delà du formel, quelle pratique réelle ?

L'ambition gaulliste était de créer un Etat indépendant des diverses forces sociales, celui-là même dont les marxistes classiques nient l'existence possible. Comment réaliser cette indépendance ? De GAULLE écrit dans ses "Mémoires" qu'il faut des exécutants qui seront des serviteurs recrutés et formés "pour constituer un corps valable et homogène de l'ensemble de la fonction publique" (p. 277).

C'est pourquoi il crée, dès 1945, l'Ecole Nationale d'Administration, qui va fournir une bureaucratie fonctionnelle et autonome. La politique gaulliste sera une stratégie de hauts fonctionnaires. En parallèle, on voudrait construire un capitalisme national et même, dans une certaine mesure, un capitalisme d'Etat. Cela va créer, pour l'immédiat, des oppositions entre technocrates d'Etat et technocrates privés. La bourgeoisie va bientôt trouver la parade.

Si le gouvernement ne dépend en rien du Parlement, la majorité parlementaire dépend de sa politique pour sa réélection. Cela crée une génération de domestiques. Comme il existe une incompatibilité de fonction entre député et ministre, le personnel du gouvernement s'est peu à peu diversifié. De nombreux ministres ne sont pas passés par l'Assemblée et sont des techniciens ou des hauts fonctionnaires. En général, ils se présentent aux élections après, comme c'est le cas de BARRE.

On observe, selon diverses études dont "L'administration au Pouvoir", de DEBRASCH (Calman-Lévy, 1969) qu'un tiers des ministres viennent de la Haute Administration et sont eux-mêmes souvent les fils d'un haut fonctionnaire. Il existe ainsi un pouvoir des grandes familles administratives. On a appelé la Ve, "République des bons élèves" : la moitié des ministres sont titulaires d'une agrégation secondaire, sortent de l'E.N.A. ou de Polytechnique.

GISCARD déclare, le 2 Janvier 1981, qu'il a travaillé "dans et avec" la fonction publique depuis bientôt 30 ans. Il était adjoint à l'Inspection des finances en 1952.

CHABAN a été Inspecteur des finances (comme ROCARD), POMPIDOU venait du Conseil d'Etat, MESSMER du gouvernement de la France d'outre-mer et CHIRAC de la Cour des Comptes.

On assiste à un déclin de la démocratie bourgeoise classique : la professionnalisation technocratique l'emporte sur le professionnalisme politique traditionnel qui, selon André TARDIEU, avant 1939 regroupait des individus qui n'avaient aucune autre qualification dans la vie.

De GAULLE a-t-il réussi dans sa construction de l'Etat autonome ?

En 1968, plus de 90 % des membres des cabinets ministériels venaient de l'administration, 50 % des grands corps. Les originaires du secteur économique privé en étaient pratiquement exclus. 65 % des préfets venaient des cabinets. L'appareil d'Etat avait aussi mis son emprise sur les secteurs vitaux du pays.

De GAULLE ne pouvait pas réussir totalement et par la voix de GISCARD, la bourgeoisie décide de se passer de l'homme providentiel devenu encombrant.

On a pu observer deux phénomènes : plus de la moitié des ministres qui quittent la vie politique, même provisoirement, sont membres de conseils d'administration privés ou publics. Exemple : 65 % sont dans l'Aménagement du Territoire, les ports autonomes, les tunnels, les banques, la radio. On en trouve aussi chez RHÔNE-POULENC, la COMPAGNIE FRANCAISE DES PETROLES, LAFARGE, PECHINEY. Il y a circulation permanente entre les personnels du pouvoir, de l'administration et le monde économique capitaliste.

Le Parlement, exclu des grandes décisions, n'exerce aucun contrôle sérieux. Aussi, les groupes de pression se sont reconvertis hors de la vie parlementaire pour

se diriger vers le bloc gouvernement-Haute Administration. Il en résulte une relation étroite du patronat, du personnel ministériel et du pouvoir exécutif. Ajoutons que nombre d'élèves de l'E.N.A. sont fils de la bourgeoisie privée.

L'Etat créé par de GAULLE n'est donc pas l'arbitre des intérêts divergents des forces sociales en présence. Il possède une certaine autonomie qui, dans la pratique, n'est qu'une division du travail. La cohésion est assurée par la circulation permanente des dirigeants (P. BIRNBAUM : "La classe dirigeante française").

Selon Jean SAINT-GEOURS ("Pouvoir et Finances"), la classe dominante française constitue toujours véritablement une classe dirigeante qui se recrute au sein d'une même classe sociale. Les fils possèdent les mêmes caractéristiques sociales que leurs pères. Ils changent seulement dans certains cas de professions ou de secteurs. Cet espace social dirigeant voit sa cohésion renforcée par l'interpénétration des carrières.

A la lumière de ce qui précède, il est intéressant de voir comment une réforme peut voir le jour dans la Ve République.

La proposition est faite par le Président ou ses "collaborateurs" qui sont choisis dans cet appareil qui s'interpénètre, par le Premier ministre ou ses "collaborateurs", les administrations dont les ministres sont censés être les "chefs". On confie ensuite le projet à un organisme d'études qui peut être créé pour la circonstance ou exister déjà. Il y a ainsi toute une faune de technocrates mal définis, qui tournent autour du Pouvoir. On consulte ensuite les services et les institutions privées concernées (entendez les patrons en général). C'est ici que l'administration a un rôle très important. Enfin, on discute de l'élaboration, soit :

- Dans une "Réunion inter-ministérielle", les ministres sont ici chapeautés par un membre du cabinet du Premier ministre, un "secrétariat général", des fonctionnaires.
- Dans des "Comités inter-ministériels" présidés par le Premier ministre accompagné de hauts fonctionnaires.
- Dans des "Conseils inter-ministériels" où siègent le Président, le Premier ministre, les ministres concernés et des hauts fonctionnaires.

Vient enfin "l'initiavies publique" : homologation simple par le Conseil des Ministres, décret, "textes réglementaires", transmis à l'administration ou PROJET DE LOI. Ce n'est que dans ce cas que la réforme est soumise au Parlement. En tous cas, les divers moyens d'aboutir sont décidés purement arbitrairement par l'Exécutif. Le Parlement n'a aucune initiative en ce domaine.

LE TOURNANT LIBERAL

On ne peut oublier que tout ceci a lieu au sein de ce que les media nomment la "crise économique mondiale" qui, selon BARRE, est "profonde et durable" (Colloque de l'EXPANSION).

L'accentuation de la concentration capitaliste est évidente.

Toujours schématique, le P.C.F. voyait dans le gaullisme le reflet de cette concentration au niveau politique. Naturellement, on défendait tous ceux qui s'estimaient victimes donc, les Petites et Moyennes Entreprises.

De GAULLE voulait un capitalisme "français", donner à l'Etat une base économique propre. Paradoxalement, les P.M.E. (PINAY) veulent limiter ce capitalisme indépendant et d'Etat et rejoignent objectivement les positions du capitalisme international. Cette coalition a eu raison du gaullisme, en ce domaine.

Que se passe-t-il en réalité ?

Dès l'avènement de la Ve République, le but était de combler le retard de la France par l'intégration au marché mondial d'un petit nombre de groupes compétitifs (branches dites "de pointe") et contraindre le reste de l'économie à s'aligner sur les capitaux dominants (abandon des branches "archaïques", tenir compte de la nouvelle division mondiale).

Le manque de débouchés est venu d'une certaine industrialisation du Tiers Monde avec ses produits compétitifs plus encore que de ce qui a été appelé la "crise pétrolière". Les capitaux et investissements U.S. envahissent la France, la sidérurgie coule, il y a régression du textile. Par contre, les secteurs en pointe se portent bien, les compagnies pétrolières aussi.

Le système productif n'est pas malade, il se transforme : le C.N.P.F. travaille à une restructuration, il veut la garantie des marchés, de la concurrence, une aide à l'investissement et à l'exportation. Les banques jouent un grand rôle dans les choix, les groupes se multiplient. Paradoxalement, si les P.M.E. font souvent faillite, elles se développent et se multiplient aussi !

L'Etat par le Plan est intervenu pour faciliter la transformation des structures, financer l'exportation, parfois avec des positions autoritaires et volontaristes pendant la période gaullienne.

Dès 1965, c'est le TOURNANT LIBERAL.

Il existe en effet une contradiction : le C.N.P.F. revendique la liberté, veut des "aides publiques" et condamne en même temps les interventions de l'administration.

La bourgeoisie veut être aidée par l'Etat qu'elle ne considère que comme un instrument. LES ECHOS vont même jusqu'à affirmer que la "crise" provient de la prolifération de l'administration (Edito du 29 Août 1980). Philippe MALAUD, disciple de PINAY part en guerre contre "le train de vie de l'Etat".

POMPIDOU dès 65 donc, veut faire plaisir au patronat : les Ve et VIe plans abandonnent l'économie et se bornent à faciliter la concentration et la concurrence. On fait entrer les représentants des grandes entreprises dans l'appareil d'Etat (Comités de développements, NORA, etc...). En 1967, le "Conseil du Progrès Industriel" compte 6 hauts fonctionnaires pour 8 capitalistes dans ses rangs.

Après le départ de de GAULLE en 69, l'Etat ne contrôle plus les affaires économiques. L'énarque STOLERU écrit dans "L'Impératif Industriel" que la recherche du profit est légitime. Le groupe d'études du VIe plan est composé de hauts fonctionnaires et de P.D.-G.

Sous GISCARD, le mouvement est accentué.

Si CHIRAC a suivi GISCARD contre CHABAN (adepte de la "nouvelle société gaulliste") c'est qu'il adhère à la nouvelle politique.

Il déclare, le 1er Juillet 1976, qu'il faut laisser aux chefs d'entreprises la pleine liberté de leur gestion et de leurs résultats, ajoutant : "Jusqu'à présent, planifier, c'était trop souvent centraliser, concentrer, uniformiser, massifier."

Son plan qui exprime la politique de GISCARD : favoriser la concentration et AUSSI le développement des P.M.E.

Pour la confusion de bien des théoriciens, les deux phénomènes se passent sous nos yeux !

Pour les marxistes orthodoxes, ces prétentions "libérales" de concilier les intérêts des classes moyennes et ceux du grand capital ne sauraient être que démagogiques. Telle a été la réaction du P.C.F. lors de l'affirmation de la nécessité d'un

GROUPE CENTRAL émise par GISCARD dans "Démocratie Française". Nous avons déjà expliqué dans des TAC précédents que les P.M.E. constituaient la plus grande partie du capitalisme français, même si elles ne représentent pas la majorité de la production et de l'emploi. Nous avons montré que les couches de la bourgeoisie moyenne sont indispensables pour constituer un marché de consommation courante. Enfin, ces couches fournissent la majorité du personnel de l'Etat soit par le fait que les fonctionnaires moyens peuvent être assimilés aux petits bourgeois par le pouvoir d'achat, soit que les couches moyennes donnent leurs enfants à la fonction publique.

Nous avons jusqu'à maintenant affirmé que l'Etat et le grand capital avaient intérêt à la reproduction du groupe central et nous avons insisté surtout sur des moyens artificiels de survie (aides de toutes sortes).

Nous voulons ici voir un autre aspect de la question.

La contradiction entre un soutien de la concentration et la survie des petites et moyennes entreprises (qu'elles soient de production ou commerciales) a sans aucun doute traversé le courant libéral lui-même.

Au niveau du commerce, on avait créé sous de GAULLE, en 1959, un Comité pour le développement du commerce intégré qui avait proposé l'abrogation des textes règlementant l'ouverture des "PRIX UNIQUES", la suppression de la patente majorée applicable aux succursales multiples.

Paradoxalement, après le tournant libéral favorisant la concentration, au moment où les super et hyper-marchés quadrillent les nouvelles zones urbanisées, on crée un secrétariat d'état au commerce (Jean ROYER) et c'est le 27 Décembre 1973 la promulgation de la "Loi ROYER" qui tente de stopper la réduction du nombre des petits commerçants en créant des commissions départementales d'urbanisme où les petits commerçants participent et peuvent décider ou non de l'implantation des grandes surfaces. Fait curieux que le simple électoralisme n'est pas suffisant à expliquer, Pierre ABELIN, président de la Société Française des Super-marchés, Pierre de BENOUVILLE et Gabriel KASPEREIT qui ont des responsabilités ou des intérêts dans des grandes surfaces, Daniel GOULET, membre du directoire de la Société GOULET-TURPIN, votent la loi ROYER, pour des pouvoirs importants aux commissions départementales.

Pourquoi ? On commence à constater que dans les régions parisienne, Rhône-Alpes, Provence-Côte d'azur, où le commerce traditionnel a su se concentrer en groupements, le progrès des grandes surfaces est un facteur de dynamique générale. Les progrès se font ensemble.

Au niveau des entreprises, on observe que parallèlement à la concentration, les petites employant moins de 20 salariés se développent ainsi que les P.M.E. groupant de 20 à 500 salariés. C'est que le grand capital lui-même commence à estimer que les grandes entreprises ne sont pas appropriées à une véritable stratégie industrielle (lourdeur, coûts élevés de fonctionnement).

La restructuration se fait par la création de groupes, de fédérations d'entreprises avec une maison-mère qui souvent n'emploie pas plus de 50 salariés (Ex. : PARIBAS : 3 salariés). Il existe aussi de grandes entreprises qui ont des P.M.E. liées à elles. Ainsi, les P.M.E. dites "performantes" peuvent subsister. Les banques liées aux groupes leur permettent de vivre sans qu'elles recherchent d'autres partenaires qui seraient indépendants d'eux. La stratégie actuelle des groupes, même si elle se traduit par des fusions multiples de firmes, reste souple. Leur position de monopole de fait ne supprime pas la concurrence, elle la reproduit sous d'autres formes : prix, produits, capitaux. On conserve les P.M.E. dont l'aptitude rend inutile l'entrée en possession. Il y a une nouvelle division du travail, un nouveau type de relations : sous-traitance, concessions, exclusivités de fournitures et d'achats. Il y a évidemment subordination des P.M.E. aux grou-

pes. Celles-ci, qui en général ne tolèrent pas la revendication, sont un facteur de "paix sociale" en cette période. La grande bourgeoisie ne peut non plus le négliger. Ainsi, les couches moyennes sont présentes dans l'économie.

LE RÔLE ASSIGNE AU GROUPE CENTRAL

Si le Pouvoir, la Haute Administration et le Grand Capital vivent en symbiose, s'interpénétrant, véhiculant une culture, des méthodes de travail et de pensée communes, on constate qu'à ce haut niveau, le GROUPE CENTRAL est tout à fait absent, à quelques rares exceptions.

La IIIe République a consacré la montée des classes moyennes et du radicalisme. Un livre récent parle de "L'âge d'or des classes moyennes" (Serge BERSTEIN). Celles-ci fournissaient la majorité du personnel politique qui d'ailleurs, s'autonomise en "faisant carrière" (cf. SCHUMPETER : "La Carrière"). Cette possession du pouvoir existait aussi au niveau de l'exécutif. Il existe alors une rupture, une dissociation entre l'administratif et l'économique. Le suffrage universel consacre la fin du pouvoir des anciens notables (nobles). La grande bourgeoisie abandonne en général la politique et se contente de conserver le pouvoir économique et le contrôle social.

Il existe un professionnalisme du parlementaire surtout parce que les couches moyennes n'ont pas encore d'entrée réelle dans l'économie, ont à lutter contre la grande bourgeoisie pour conquérir leur place. Le Parlement et le gouvernement sont des moyens de choix. C'est le triomphe du Parti Radical et de la Franc-Maçonnerie.

C'est sur ce modèle bourgeois que LENINE a sans doute copié pour prôner les révolutionnaires professionnels.

Si, dans la Ve République, le gouvernement n'est plus du tout le reflet du Parlement écarté de l'exécutif, la classe politique a peu changé. Elle est toujours dominée par le GROUPE CENTRAL dont on a besoin pour créer une MAJORITE, c'est-à-dire un CONSENSUS indispensable à la paix sociale. Il n'est plus question pour les couches moyennes de lutter contre la grande bourgeoisie. C'est pourquoi on les a intégrées à l'économie. Dans cette mesure, il n'est plus important que le rôle du Parlement soit réduit. Le rôle de celui-ci est ailleurs.

Le personnel parlementaire provient en grande partie des professions libérales. Le médecin est prédisposé à être parlementaire. Il a du prestige dans la population sans posséder de moyens de production et sans une richesse trop voyante. On compte aussi nombre de petits et moyens fonctionnaires, des enseignants. Quand il existe des hauts fonctionnaires, ils sont à droite.

Le député type, quelle que soit sont appartenance, c'est la personnalité locale, celui dont la profession a créé un réseau de relations, qui peut aider sa "clientèle". Il joue actuellement souvent le rôle d'une assistante sociale. Il est toujours réélu.

Il existe aussi des inconnus parachutés, la plupart du temps dans une région. Ils ont un rôle effacé face à ceux à qui ils doivent leur élection.

Les parlementaires ouvriers et employés n'ont que peu de "clientèle". Leur étiquette en générale "de gauche" les met au ban de la société lorsqu'ils commencent à briguer un mandat : ils dépendent d'un patron. S'ils ne sont pas élus ou réélus, il leur est difficile de retrouver du travail. Ils vont la plupart du temps grossir le nombre des "permanents" politiques ou syndicaux. S'ils sont au PCF, ils sont obligés d'approuver la direction de peur de perdre leur emploi. C'est pourquoi il y en a peu. Le député de gauche type est un prof ou un instituteur (44 % du P.S. en 1968 contre 4 % chez les gaullistes et 2 % chez les giscardiens).

Les parlementaires de gauche ont en général un dessein politique. On se demande comment ils comptent par leur présence et leur nombre, modifier les structures de la société alors que les rôles sont si bien distribués par le système.

Les députés de la majorité sont en général très faibles politiquement et théoriquement. Ils n'ont qu'à défendre la politique de l'exécutif dont dépent leur réelection. C'est ainsi que si les gaullistes critiquent violemment GISCARD, ils ont tout de même voté pour son gouvernement, craignant qu'une faute ne leur coûte leur mandat.

La classe dirigeante veille au grain. La majorité parlementaire lui donne une légitimité. Aussi, ses experts ont calculé convenablement le découpage des circonscriptions. Roland CAYROL constate ("Le Député Français") que la proportion des élus appartenant aux catégories dirigeantes est allée croissant au fil des législatures aux dépens des agriculteurs, des classes moyennes et populaires. C'est que la Ve République adopte maintenant le processus suivant : on est d'abord Haut Fonctionnaire, puis Ministre, et enfin député.

Nous savons que les grands intérêts court-circuitent les députés et agissent directement sur le gouvernement et l'administration. Le profil politique est le suivant : le Parlement, reflet du GROUPE CENTRAL, agit sur les pouvoirs locaux, au niveau local, tandis que le gouvernement, les Hauts Fonctionnaires et le Capital agissent au plan national.

La plupart des députés sont aussi des élus locaux et se consacrent aux problèmes quotidiens. Les préfets les écartent des affaires économiques qu'ils traitent directement. On voit l'impuissance d'un élu de gauche qui croit occuper un bastion de l'Etat au profit de la classe ouvrière ! Les élus sont complètement exclus des décisions.

Comme pour le grande classe dirigeante et par un phénomène identique mais sur un autre plan, il y a osmose et symbiose entre députés, élus locaux et P.M.E. publiques ou privées. Ainsi, environ un tiers de ceux qui ne sont pas réélus à l'Assemblée sont recrutés par des entreprises locales. Sur 58 dans ce cas, on a constaté que leur étiquette est tout à fait secondaire : à la veille de l'avènement de GISCARD, ce nombre comptait 22 majorité, 20 centristes et 16 gauche.

Les petites entreprises tentent ainsi de se servir de leurs "relations". Mais ils vont surtout dans les offices H.L.M., les coopératives agricoles et se casent dans les comités de développement. Ils ont peu de contacts avec le grand capital.

UN APPAREIL POUR LE PRESIDENT

La radiographie du parti giscardien est caractéristique à plus d'un titre de la politique réelle de n'importe quelle formation de la Ve République.

Le PARTI REPUBLICAIN se nommait, il y a très peu de temps, le parti des Républicains Indépendants. Il est une scission survenue en 1962 au Comité National des Indépendants et Paysans de PINAY et MALAUD. On va voir pourquoi si on sait que PINAY représente surtout des couches moyennes de tendance "droite orléaniste" dit-on.

Les R.I. veulent former une "droite moderne" pour l'après gaullisme. Ils regroupent alors des "modérés", notables bien implantés localement.

Le bureau national de 1966 compte un avocat fils de viticulteur (MONDON), un hôtelier fils d'entrepreneur qui n'a pas fait d'études (ANTHONIOZ), quatre avocats, un fils d'avocat qui n'a pas fait d'études, un fils d'agriculteur, agriculteur lui-même, etc... Seul, le fameux Jean de BROGLIE est fils de propriétaire foncier.

Tous sont députés et élus locaux. Ils sont les députés-types dont nous avons parlé. Ce sont des politiciens professionnalisés, aucun ne vient de l'E.N.A. ni de la Haute Fonction publique. Après les législatives de 1967 apparaissent dans la direction plusieurs issus de l'E.N.A., fils d'industriels ou de hauts fonctionnaires dont PONIA et DIJOUD. Après les élections de 1968, tous les notables locaux disparaissent de la direction au profit de hauts fonctionnaires et d'industriels.

A mesure que l'appareil se structure, l'influence des élus locaux diminue pour ne devenir que des responsables au niveau de la base.

Cela ne signifie pas que la base (Le Groupe Central) est devenue inutile. Mais GISCARD a voulu former un "parti de gouvernement". Comme on ne peut plus conquérir le pouvoir par le Parlement, il faut entrer dans la couche dirigeante de la classe dominante dans l'appareil de l'Etat. On le fait d'abord par le recrutement.

On prend ensuite le Pouvoir par la présidence de la République. C'est le seul moyen. Il faut, dans la structure actuelle, posséder le personnel qui convient. Aussi, il n'est plus sûr, de par son rôle contradictoire au niveau du Parlement et au niveau du gouvernement, que la structure du "parti" classique soit toujours adéquate. GISCARD a donc créé les clubs "PERSPECTIVES ET REALITES" qui doivent trouver le personnel nécessaire pour partager sa "vision". On y recrute des cadres supérieurs, des hauts fonctionnaires, des industriels, des membres de professions libérales qui croient constituer une élite en revendiquant la "compétence scientifique" contre la métaphysique gaulliste. On se pique ici, comme chez les marxistes, de "scientisme". On veut substituer à la "république des fonctionnaires", la "république des techniciens". On regroupe ceux "qui savent", copiant le modèle du Grand Orient sous la IIIe République.

Comment ne pas voir que la Gauche, et précisément le PARTI SOCIALISTE, passe par un processus très voisin dont les origines de l'appareil sont un signe ?

Techniciens privés ou d'Etat, cela ne change rien à l'affaire.

Ainsi, se prépare pour l'élection présidentielle, un nouveau consensus dont on voit les signes avant-coureurs.

Les divers "clubs" cherchent à définir des valeurs fondamentales. On rêve de convergence et tandis que DEBRE envisage un dialogue de CHEVENEMENT à FOURCADE, CHABAN évoque le "socialisme démocratique". Le P.S. de rapproche de CHIRAC. On travaille à une nouvelle majorité.

Il se peut qu'au début d'un règne MITTERRAND, il y ait des "ministres communistes" qui se retireraient bien vite sans doute à moins d'être assimilés. On redonnerait quelque pouvoir au Parlement. Mais cela entre dans les plans du grand patronat qui veut reconquérir son indépendance totale. Dans cette perspective, les ECHOS écrivaient déjà le 16 Octobre 1980 :

> "La liberté de l'Etat doit être limitée et contrôlée par des organes politiques chargés de faire respecter les droits des citoyens."

LES ECHOS ne sont pas l'organe du P.S. !

Le système est donc conçu de telle manière qu'il est hypothétique d'en changer les structures qui ne sont pas basées sur les options dites "politiques" mais sur la symbiose des divers pouvoirs. Le consensus recherché ne saurait concerner les exclus, les exploités, les travailleurs.

UN VICE NOUVEAU

Les fumeries d'opium en France

Immigration, drogue, armée, nucléaire, délinquance... le ~~SAC~~ PCF veille !

QUAND LA DIALECTIQUE PEUT CASSER LES BRIQUES DES FOYERS...

La subtilité de la dialectique marxiste ne finit pas de nous confondre ! Ainsi, pour les responsables du P.C.F., l'internationnalisme prolétarien se traduit, dans sa version 1981, par : "Mohamed, fais ta valise !".

Rien que pour ces derniers mois seulement, la liste est déjà longue :

- à la fin Octobre, les maires P.C.F. d'AULNAY S/BOIS et d'IVRY S/SEINE déclaraient qu'ils n'accepteraient plus de nouveaux immigrés dans leurs communes.

- le 24 Décembre, attaque au bulldozer, sous la direction du Maire P.C.F. de VITRY, du foyer où 400 travailleurs maliens venaient provisoirement de s'installer.

- à la mi-Janvier, à RENNES, les conseillers municipaux P.C.F. refusaient, en première analyse, la construction d'un centre islamique. Ils recevaient, en l'occasion, l'appui du seul P.F.N. !!

- le 2 Février, le Maire P.C.F. de MONTIGNY LES CORMEILLES part en croisade contre les trafiquants de drogue, appelle la population à la délation et livre à la vindicte nationale le nom d'une famille immigrée.

- quelques jours plus tard, le Maire P.C.F. de DAMMARIE LES LYS réclamait, lui, la fermeture, dans sa commune, d'un foyer SONACOTRA.

Au fil des jours, de nouveaux événements révèlent la stratégie des gestionnaires municipaux du P.C.F. : tout pour le quota !

Quota pour l'embauche de jeunes immigrés comme animateurs, quota pour l'attribution de logements H.L.M. aux familles étrangères, quota d'enfants immigrés à l'inscription des colonies de vacances, quota dans le relogement des familles parquées dans les cités de transit, etc...

L'aspect collectif de ces actions et l'inspiration que leur procure la direction du P.C.F. montre qu'il ne s'agit ni d'une bavure, ni d'un fait isolé.

Il s'agit bien d'une offensive générale, brutale, contre l'immigration en France.

Quelles sont les raisons officiellement avancées par le P.C.F. ?

Il y a beaucoup trop d'immigrés en France, il faut arrêter l'immigration et exiger son contrôle. L'analyse du P.C. n'est pas nouvelle mais, depuis 1974, quand il réclamait l'arrêt de l'immigration, c'était en invoquant, avant tout, l'intérêt des immigrés. Le P.C.F. demandait que les organisations représentatives d'immigrés participent à ce contrôle. Que dit-il aujourd'hui ? Qu'il faut inciter les travailleurs étrangers à repartir chez eux en raison des problèmes que leur présence pose aux travailleurs métropolitains : chômage, accroissement des charges des communes, et "danger de racisme".

... PUISQUE LE GOUVERNEMENT NE FINIT PAS SON BOULOT...

L'immigration sous sa forme moderne n'est pas un phénomène récent en France.

Dans les années 60, pour les besoins de la croissance économique, l'immigration s'accroît considérablement. Le nombre des immigrés passe de 2.250.000 en 1962 à 3.400.000 au 1.01.1971. La plus grande partie de l'immigration est alors clandestine (80 %) et le gouvernement ferme les yeux. Cette immigration est jugée indispensable à l'économie : "Il est clair que dans le climat d'expansion que connaît la France, l'immigration est une nécessité de la croissance" déclare GORSE, le 14.06.1978 à l'Assemblée.

Mais, sous la pression du patronat, le gouvernement arrête une suite de mesures pour établir un contrôle strict des immigrés.

A la fin de 1973, les menaces de crise économique commencent à se manifester. Les crimes racistes se multiplient. Le 5.07.1974, le gouvernement suspend pour trois mois l'immigration, mesure reconduite en Octobre 1974. Dès 1975, la réglementation devient plus sévère (circulaires PONIATOWSKI). C'est l'époque où CHIRAC, premier ministre, déclarait : "Un pays dans lequel il y a 900.000 chômeurs, mais où il y a plus de 2.000.000 de travailleurs immigrés n'est pas un pays dans lequel le problème de l'emploi est insoluble". Pour sa part, PONIATOWSKI accélère les procédures d'expulsion et attribue la délinquence aux immigrés (déjà...).

A partir de 1977, l'objectif du gouvernement est de présenter les travailleurs immigrés comme les boucs émissaires de la crise. Les mesures STOLERU traduisaient les impératifs des plans BARRE appliqués aux immigrés. Ces mesures étant annulées par le Conseil d'Etat, le gouvernement dépose, en 1979, à l'Assemblée Nationale, une série de lois anti-immigrés dont l'objectif est de remettre les travailleurs étrangers et leurs familles dans leur situation d'origine : l'insécurité permanente.

C'est bien le développement du capitalisme occidental qui recquiert une main d'oeuvre immigrée importante. Les raisons en sont connues : coût de formation nul, coût de réparation de la force de travail minime, salaires inférieurs, avantages sociaux bien moindres, mobilité et isolement de la main d'oeuvre, difficulté de syndicalisation et possibilités de division de la classe ouvrière...

90 % des immigrés font partie de cette classe ouvrière ; ils en constituent la partie la plus vulnérable.

Par ailleurs, le P.C.F. se prétend depuis ses origines le parti de la classe ouvrière. S'il en était ainsi, face aux projets gouvernementaux, aux agressions racistes, à la surexploitation des patrons et des marchands de sommeil, on devrait trouver le P.C.F. au premier rang des défenseurs des travailleurs étrangers !

... LE P.C. S'EN CHARGE...

Depuis un an et demi, nos villes sont "ornées" des affiches du Front National : "Un million cinq cent mille chômeurs, c'est un million cinq cent mille immigrés de trop !"

Que répond G. MARCHAIS à cela : que ce discours aux résonnances racistes et xénophobes bien connues, cherche à diviser les travailleurs, à faire porter la réalité et la responsabilité du chômage sur les immigrés !

Pas du tout. "Les concentrations massives d'immigrés posent des problèmes extrêmement graves", explique G. MARCHAIS, "en raison de leurs particularismes qui

peuvent conduire à des heurts avec la population française". En Décembre 1980, le même MARCHAIS avance un nouveau concept "marxiste" : "faire payer les pays exportateurs de main d'oeuvre". Non seulement la politique actuelle du P.C.F. ne combat pas l'amalgame fallacieux et dangereux : chômage = immigration, mais elle le reprend à son compte et distingue une "bonne classe ouvrière", française, d'origine métropolitaire, saine, qualifiée, encadrée syndicalement, d'une multitude exogène.

La même problématique sous-tend la question du logement. Comme les travailleurs français, les immigrés se heurtent à des problèmes graves pour se loger. La politique gouvernementale en matière de construction urbaine est faite de rentabilisation de l'espace, de privatisation du sol, de juteuses opérations immobilières, de mise en coupe réglée de quartiers entiers, voire de villes, sous prétexte de rénovation urbaine, d'expulsions des travailleurs vers les périphéries où ils sont libres de s'entasser dans le béton, l'exiguïté, le bruit...

Au moment de l'afflux important des immigrés, dans les années 60, c'est dans les communes industrielles à municipalité communiste que se constituèrent les bidonvilles. "De 1960 à 1965, les mêmes municipalités (P.C.F.) acceptèrent les projets d'installation de foyers-hôtels alors que les autres mairies étaient tout à fait réticentes, voire hostiles." (Le Monde - 14.02.81).

Dans les années 1970, les municipalités communistes avaient accepté le relogement de familles vivant dans les bidonvilles, à la condition que les préfets veillent à... l'équilibre dans la répartition entre les communes.

En fait, le P.C.F. semble découvrir un problème qui existe depuis longtemps. Si les immigrés bénéficient des aides sociales, médicales, des cantines scolaires, des colonies de vacances, au même titre que les français les plus démunis, il faut dire qu'ils paient des impôts comme tous les travailleurs et que les communes (y compris celles dirigées par le P.C.F.) perçoivent bien les taxes professionnelles des entreprises employant ces salariés étrangers.

Qu'il existe une politique officielle en matière de construction et de logement, que cette politique parque, ghettise l'ensemble des travailleurs, nul ne peut le nier. Le véritable ghetto est là : configuration de l'habitat et répartition des surfaces en fonction des classes sociales ; rien d'étonnant à ce que les immigrés cherchent à se loger aux meilleures conditions, là où les logements sont le moins coûteux, dans les zones de concentration populaire !

Que dit alors le P.C.F. ? Qu'il faut prioritairement mener la bataille pour le droit au logement de tous les travailleurs indistinctement ? Non pas ! Les problèmes graves seraient causés par la concentration de familles immigrées qui priveraient les familles françaises, et de façon illégitime, du juste droit au logement.

Mais il y a plus grave !

Quand les municipalités communistes multiplient les quotas pour l'attribution de logements, l'utilisation de services sociaux pour l'enfance, le bénéfice d'aides, l'accueil scolaire, elles expliquent qu'elles ne visent qu'un objectif unique : lutter contre le racisme qui devient inévitable quand un certain seuil (dit de tolérance) est atteint.

Ce seuil de tolérance (à ne pas confondre avec les maisons, au P.C.F., on ne plaisante pas...) est un "concept" utilisé en extension. Ainsi les municipalités communistes de SAINT-DENIS et NANTERRE ont décidé de limiter le relogement des personnes originaires des TOM-DOM...

Qu'est-ce que ce fameux seuil de tolérance ? Rien de plus qu'une notion sociolo-

gique attribuée à des "scientifiques" qu'on ne cite jamais. Et pour cause, d'abord ils sont américains, ensuite, ils ont choisi comme champ d'expérience les ghettos noirs...

On comprend que les officiels du P.C.F. ne clament pas leur filiation à ce courant raciste ! La très grande majorité des chercheurs travaillant sur l'immigration rejette cette notion. "Il n'existe pas en France de travaux établissant clairement un rapport entre la proportion d'immigrés dans une population nationale et les comportements de rejet. Chacun sait que l'opinion raciste ou xénophobe n'a pas besoin d'objet réel pour exister et qu'elle se nourrit hors de la présence et du contact avec des étrangers. Si rien ne permet d'affirmer qu'une telle densité d'étrangers déclenche le rejet raciste, tout permet donc de penser qu'il faut des étrangers réels ou imaginaires pour pouvoir les rejeter de fait." (V. de RUDDER - Sociologue au C.N.R.S.).

L'utilisation de cette notion révèle un racisme "petit-blanc" qui provient moins du nombre d'étrangers que de la dégradation de l'image que les français ont d'eux-mêmes. Il ne s'agit pas de vouloir nier l'existence de heurts dans la cohabitation entre groupes humains d'origine et d'histoire différentes, mais de refuser les alibis racistes. Il n'y a pas de seuil de tolérance mais il existe, par contre, des idéologies et des pratiques racistes et xénophobes.

... IL FAIT DON DE SA PERSONNE A LA FRANCE

En Février dernier, un tract diffusé et signé par la section d'IVRY du P.C.F. appelle les "citoyens" à lutter pour trois objectifs amalgamés : "Pour le droit au logement social, pour vivre tranquille et pour faire reculer l'insécurité, contre la concentration de l'immigration à IVRY".

C'est l'appel voilé à de nouvelles ratonnades. Tout en dénonçant les aveuglements de la justice et les carences d'une police jugée mal équipée et insuffisante...

Remontons le temps, substituons aux calicots du P.C.F. les chemises brunes et tout est en place.

Résumons-nous :

- Un constat pour la direction actuelle du P.C.F. : rompant l'Union de la Gauche, ayant depuis longtemps rompu avec toute pratique réelle de luttes de classes et tout projet de transformation révolutionnaire de la société, elle n'a plus de stratégie politique. Le P.S. n'est ni brisé ni amoindri par les attaques du P.C.F. ; c'est plutôt ce dernier qui poursuit son déclin électoral. Celui-ci touche les bastions de la forteresse communiste : hégémonie syndicale de la C.G.T. et municipalités P.C.F.

- Une politique totalement irrationnelle, mêlant la fuite en avant, le comportement névrotique exacerbé, la démagogie et l'absence de principes va émerger du "vide existentiel" constaté par les dirigeants du P.C.F. Désormais tout est bon pour rejeter le débat, recourir à la violence des militants, dénaturer propos, chiffres, puisque la ligne politique c'est cela même et rien d'autre.

- Le P.C.F. a recours aux vieux procédés totalitaires : le discours est bâti continuellement sur l'amalgame de réalités radicalement distinctes et sur une analyse manichéenne de la société politique, de la population, de la France, du monde...

Citons quelques exemples, ils suffisent à faire apparaître le choix du P.C.F. d'être du côté des "bons" : les français contre les immigrés, les alcooliques con-

tre les drogués, les normalisés sexuels contre les "homo", les bons soldats contre les insoumis, les partisans du nucléaire contre les écologistes "agents de l'impérialisme U.S.". La ligne politique est en fait une ligne de démarcation entre le Bien incarné par le Parti et MOSCOU, et le Mal, qui rassemble... tous les autres. Au Moyen-Âge, MARCHAIS aurait fait des ravages à la tête de l'Inquisition.

Par son rejet de l'autre, de l'étranger, de ce qui n'est pas conforme, le discours du P.C.F. reproduit le discours totalitaire, discours de type religieux charriant pêle-mêle racisme, xénophobie, chauvinisme ("produisons français !"). Le recours aux brigades de chox, à la délation, à la condamnation sans preuve et sans droit de réponse, à l'hystérie collective constitue les traits principaux d'un parti d'ordre national populaire ! MARCHAIS, c'est DORIOT de retour sur terre !

Beaucoup de militants s'interrogent. S'agit-il et seulement d'une tactique électoraliste ? Où va mener et pour combien de temps ce nouveau tournant du P.C.F. ? Personne ne peut répondre complètement à ces questions, pas même les dirigeants communistes.

Ce que nous savons par expérience c'est que toutes les campagnes violentes, tapageuses, spectaculaires du P.C.F. ont une fonction dissimulatrice. Leur objet public n'est absolument pas leur objet réel. Au fond, l'idéologie remplit là son rôle premier : dissimuler là ou les véritables raisons et enjeux du discours. Que cache la campagne actuelle du P.C.F. ? Son absence de stratégie politique, son refus d'affronter les questions liées à la prise du pouvoir, à la nature de l'Etat, à l'émergence d'une alternative révolutionnaire au pouvoir actuel. Ce que savent les dirigeants du P.C.F. c'est qu'ils n'ont aucune possibilité d'affronter favorablement ces questions sans pouvoir faire l'économie d'une remise en cause radicale de leur propre organisation politique, de son mode de fonctionnement, du centralisme démocratique, de ses liens avec le mouvement communiste international, bref, qu'ils ne peuvent avancer sans remettre en cause l'histoire et la nature politique de leur organisation.

Ce choix apparaissant hors de question, il convient de le refouler le plus possible dans la mémoire et la conscience des militants et de tous les témoins de la vie politique. En choisissant le bruit et la fureur : d'où le recours au bouc-émissaire, en l'occurrence, l'immigré. Mais ce choix s'inscrit dans une période où le chômage s'accroît, la classe ouvrière n'est plus homogène, la sécurité-liberté renforce la mise en ordre de la vie civile, les libertés d'expression, les libertés syndicale et politique sont bafouées quotidiennement. Des milliers de jeunes sont jetés aux marges de la société sans qu'aucune issue collective ne s'offre à eux.

Quand il y a une crise économique et sociale profonde, quand la révolte, les aspirations de milleirs d'hommes ne trouvent pas leur traduction politique, les sentiments d'isolement, d'échec, la vulnérabilité face à la répression sont considérablement accrus. Le devoir des révolutionnaires est, en premier lieu, de s'employer à redonner confiance aux gens, en eux-mêmes, dans des possibilités de luttes collectives, de briser la régression, l'isolement, le repli sur soi pour rechercher ce qui est unifiant, dynamique, solidaire. Le devoir des révolutionnaires et de réactiver les réflexes de lutte collective, de déchiffrer le monde actuel, de désarticuler un à un les pièges qui nous enserrent. Le P.C.F. a choisi une autre voie : c'est la crise ! Alors, chacun pour soi, multiplions les comités de vigilance, dehors les étrangers, replions-nous sur la partie saine, nationale, bien-pensante de la population et armons-nous contre tout ce qui est différent. L'immigré, l'insoumis, la femme, l'homosexuel, le critique, l'écologiste et bien d'autres ont simplement le tort d'exister et par là-même de mettre en évidence la véritable image du responsable P.C.F. d'aujourd'hui. Ce choix n'est pas nouveau dans l'histoire, c'est le choix de l'ordre morla, c'est la voie du national-populisme !

QUAND METTRA-T-ON CE GROS BONNET HORS D'ETAT DE POURRIR NOTRE JEUNESSE ?

DOCUMENT : SERVICE ANTHROPOMETRIQUE
DU PARTI COMMUNISTE FRANCAIS

A l'Est rien de nouveau !

L'URSS poursuit le rêve grand-Russe des Tsars : des débouchés conséquents dans les mers chaudes, la constitution d'une zone tampon, de marches et de protectorats. Elle n'a pas d'autre vision idéologique notable. Le discours communiste ou tiers-mondiste est consciemment utilisé comme un facteur d'influence. En réalité la stratégie de fond est marquée par la crainte de l'encerclement, la recherche d'un rapport de force équilibré au niveau mondial, accompagné de grignotages.

Le maintien de l'unité intérieure du "bloc" et le maintien du dispositif défensif mobilisent une part très importante de l'énergie. A cela s'ajoute, comme indispensable au statut "Super-Grand" diplomatique et commercial de l'URSS, la mobilisation hors frontière permanente d'une nombreuse flotte.

En réalité ces éléments pompent déjà la majeure partie des ressources militaires, le reste étant disponible, dans le cadre de contingents expéditionnaires soutenant des "pays amis". Ces interventions restent nécessaires pour défendre les acquis actuels (suite du partage de Yalta, Cuba, Vietnam) ; pour poursuivre peu à peu la stratégie de grignotage (la zone tampon est considérée comme insuffisante) ; parce que le prestige de l'URSS aide à l'unité intérieure ; et à cause d' l'existence d'un bloc politico-militaire puissant qui pousse à l'engagement.

S'il n'y a pas à proprement parler de "lobby" industriel militaire puisque l'industrie n'est pas privée et qu'il n'y a pas de plus-value réalisable en-dehors ou à partir de l'Etat, l'intérêt économique est aussi de faire tourner cette machine surtout en exportant une partie de l'armement. Il est plus rentable à ce niveau de "sous-traiter" des zones d'influence avec des pays solvables (Syrie, Irak, Lybie, Inde) et de leur vendre l'armement, que d'intervenir directement et à pertes (Ethiopie, Afghanistan, Vietnam).

La politique de l'URSS est en fait étroitement dépendante de ses choix économiques intérieurs.

La productivité reste faible. L'organisation bureaucratique, relativement utile en période d'accumulation et pour la mise sur pied de l'infrastructure lourde, devient peu à peu un frein. La colonisation économique des pays de l'Est reste d'un apport somme toute marginal. Surtout, l'URSS a un besoin pressant de technologie avancée pour augmenter la productivité et pouvoir ainsi réaliser la plus-value indispensable au fonctionnement d'un état moderne et satisfaire la demande en consommation. A terme, le

choix entre la consommation intérieure et le complexe militaro-politique devra se faire ; d'où déjà la nécessité d'une pause (intérêt des accords SALT). Les problèmes non résolus quant à la satisfaction en biens de consommation et d'équipement ménager et en logements sont tels que le maintien de cette situation pourrait déboucher sur une évolution à la polonaise.

La classe dirigeante soviétique est très agée. Son rajeunissement est inévitable. Il restera limité et sans conséquences. La génération de relève a soixante ans. Elle a fait carrière dans le sérail bureaucrate et a progressé au travers ou grâce aux purges staliniennes. Elle a exactement les mêmes intérêts que ses ainés, dont elle a servilement assimilé les compétences et le cynisme. Certes des luttes de clans existent, mais qui ne doivent pas remettre en cause l'édifice dont toute la bureaucratie tire pouvoir et privilèges. Le clivage classique entre gestionnaires et militaires, au sens large, est à l'heure actuelle une négociation continue pour le partage du gâteau. Seuls pourraient l'exacerber l'irruption de contradictions au niveau d'un choix stratégique nouveau à faire. Ou une évolution de la conscience des travailleurs soviétiques.

Car l'élévation de la consommation est à présent considérée comme vitale par les populations, en référence à l'Occident qui détient également les clefs technologiques et scientifiques permettant de l'assurer.

En réalité la séparation entre la politique de l'URSS à l'intérieur et à l'extérieur sera de moins en moins viable. La part autarcique de l'économie soviétique diminue. Les échanges avec l'Occident importeront de plus en plus d'inflation. Le niveau mondial de la tension aura de plus en plus de répercussions intérieures (par le biais des charges militaires). Sans compter les échanges d'idées qui accompagnent toujours les échanges de personnes et de biens.

On ne peut faire d'analyse sur la situation internationale et sur les possibilités d'évolution à l'Est sans avoir ces données à l'esprit.

Les schémas classiques définissent bien souvent le système en place et "ce qu'il faudrait y changer" à défaut la plupart du temps d'une vision dynamique et réaliste. Quelle importance pour nous de savoir s'il s'agit d'un capitalisme d'Etat ou qu'en éliminant la bureaucratie le système risquerait d'être réellement socialiste (CQFD) !

En effet l'on n'appréhende ainsi ni les interactions que ce système entretient au niveau mondial (c'est-à-dire des influences réciproques qui nous concernent au premier chef), ni donc la totalité des facteurs qui interviendront pour un changement à l'intérieur de ce système. Faut-il préciser : avec les éléments dont disposent ou disposeront les travailleurs soviétiques eux-mêmes. Car de plus si nous savons qualifier l'URSS et dire ce qu'il faudrait y faire, les prolétaires soviétiques,

eux, ne le savent pas encore. Par contre les éléments cités plus haut sont la réalité ou interviendront directement sur elle. Le mouvement en Pologne étant à cet égard fondamental, essentiellement du point de vue exemplaire.

L'enjeu est de taille. Le déblocage du verrou communiste (c'est bien son nom), même à titre prospectif gratuit mériterait à lui seul plusieurs articles. C'est une donnée tellement énorme qu'on perçoit mal l'ampleur de l'hypothèque, du contentieux historique et idéologique, du rôle des USA et de la Chine, des implications militaires et économiques (sans compter le danger d'un conflit nucléaire), des bouleversements que cela implique.

Ces données se concrétiseront par celui qui aura le dernier mot de l'histoire : le peuple soviétique.

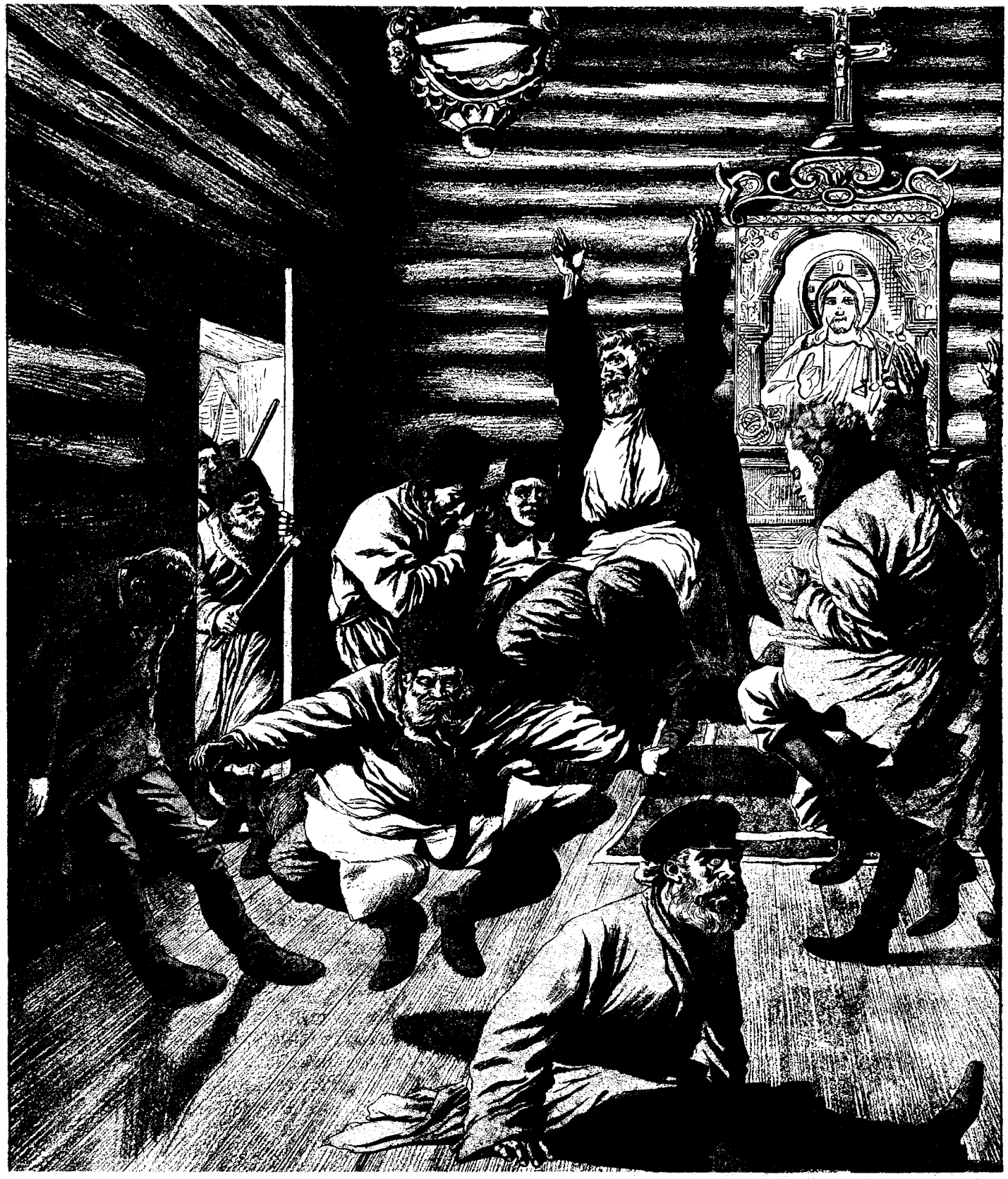
Quel est l'état des oppositions intérieures ?

Il y a plusieurs niveaux, selon le caractère plus ou moins global, radical et collectif de l'opposition au régime.

Ainsi la dissidence est-elle en fait un niveau extrêmement marginal et minoritaire de l'opposition : celui d'une opposition surtout intellectuelle ayant un caractère politique assez marqué. De toute autre nature est l'existence de multiples oppositions cristallisées sur une donnée parcellaire (mais précisément vitale pour ceux qui la vivent) : opposition de type nationaliste ou religieuse le plus souvent. Mais aussi quelquefois de type artistique. Ces oppositions restent également très minoritaires, car elles n'ont pas les moyens de se développer dans des cadres organisés et parce qu'elles s'appuient le plus souvent sur une vision trop passéiste.

Il y a par contre une opposition latente beaucoup plus large, massive et certainement déjà majoritaire au niveau d'une conscience diffuse. Elle n'est pratiquement vécue que dans un cadre individuel ou dans de très petits groupes familiaux et amicaux. Elle a énormément de nuances et de graduations. Elle s'exprime très peu et de différentes façons. Cela va du goût pour les vêtements et la musique occidentale à la "râle" dans les queues devant les magasins, en passant par l'hooliganisme, l'absentéisme, les haines solides et muettes issues du stalinisme et même... la vodka. C'est en définitive de cette opposition-là, du vécu des travailleurs soviétiques, mal connu, que peut naître l'alternative. Quelque part, le décalage entre le discours, l'institution, les privilèges et la réalité sentie délimitera un espace suffisant pour que la conscience et la pratique entament cette longue navette qui aboutit aux changements. Changements qui sont aussi accélérés ou rendus possibles par d'autres facteurs : crises dans l'appareil d'Etat et la bureaucratie, nature d'une possible libéralisation, qualité des éléments (historiques, écono-

miques, culturels, etc...) qui sont injectés dans la réflexion et le débat (vus dans un sens très large). Rien n'est à priori déterminé ou a contrario dépendant du seul volontarisme. Pour nous, il est impensable que l'expérience de l'histoire depuis 1917 n'ait pas cheminé quelque part. Les portes de l'avenir se trouvent aussi à l'Est.



Du TAC au TAC

LA TRISTE MENTALITE DE LA BOURGEOISIE.

Au cours d'un "forum organisé à LYON par E.D.F.en Novembre 80, GANDOIS, le PDG de RHONE-POULENC a fait des déclarations qui se passent de commentaires ; "L'essentiel du programme nucléaire doit servir à l'industrie au détriment des ménages.""Quand on a un si joli programme nucléaire, c'est vraiment dommage de l'utiliser à chauffer un peuple de chômeurs regardant la télévision.""Il ne faut pas que l'électricité domestique soit toujours bon marché parce qu'on pense à l'indice des prix du mois suivant ou à l'élection des trois mois suivant..."

Lors de l'inauguration du SALON du Meuble de PARIS en Janvier dernier, l'un des responsables a appelé les professionnels "à se regrouper face aux consommateurs". On veut bien écouler les produits mais on considère le client comme un ennemi.

Il y a des capitalistes qui sont très heureux d'entretenir la psychose de la guerre à leur profit. Ainsi, la firme NEUF DECOR de NEUFCHATEAU dans les Vosges invitait ses clients à une exposition de tapis en diffusant un prospectus en forme de télégramme libellé ainsi : "ARRIVAGES IMMINENTS DE PLUSIEURS LOTS EN PROVENANCE DU CACHEMIRE, INDE ET PENJAB-STOP-TOUS PAYS MENACES PAR EXTENSION DU CONFLIT-STOP-PRIX ENCORE STABLES-STOP-CIRCONSTANCES FAVORABLES A SAISIR AVANT DIFFICULTES PREVISIBLES-NEUFDECOR VOUS ATTEND."

LA PHRASE TELEVISEE.

Lors de l'entretien télévisé de GISCARD du 28 Janvier 81, le "cireur de pompes" Alain DUHAMEL a interprété les mouvements populaires en POLOGNE comme une aspiration "à un système plus libéral".Il s'agit de sous-entendre que les travailleurs polonais aspireraient à vivre dans le système bourgeois giscardien en usant du caractère équivoque du terme "libéral". Mais les polonais ont obtenu le droit de grève qui est contesté chez nous dans la majorité des P.M.E.Jean Jacques DUPEYROUX avait déjà montré dans LE MONDE du 17 Septembre 80 que la jurisprudence n'est pas du tout claire en matière de licenciement pour fait de grève ajoutant que si le fait de grève peut être sanctionné, c'est que le droit n'existe pas dans les faits.On sait que les travailleurs polonais ont décidé de lutter par des débrayages multiples pour obtenir le samedi chômé. Jean Jacques DUPEYROUX nous apprend dans LE MONDEdu 28 Janvier 81 que le même problème s'est posé en France. Des salariés que l'on faisait travailler le samedi avait décidé de se mettre en grève ce jour et furent licenciés. Par un arrêt du 23 Novembre 78, la Cour de Cassation leur a donné entièrement tort.

DU COTE DE L'IDEOLOGIE DOMINANTE

Jean Paul II s'est rendu dans les régions sinistrées d'Italie en Novembre. Il a déclaré aux sinistrés : "Je suis venu vous donner un témoignage d'espérance". Partout la foule se pressait autour de lui. Le correspondant du MATIN écrivait : "Jean Paul II console ici une femme agée qui pleure, prie avec des fidèles, serre dans ses bras une fillette de neuf ans au visage blessé par les pierres de sa maison écroulée... Il écoute les lamentations de ceux qui ne comprennent pas pourquoi ils ont été si cruellement frappés. Il n'a pu que leur répondre:

"Soyez assurés de la compassion de tous vos compatriotes, de toute l'Italie et spécialement de toute l'Eglise."Jean Paul II sait bien qu'il doit faire appel à d'autres que DIEU pour se protéger lui même. Sinon, pourquoi ferait-il -ce que les milieux de Rome affirment, selon V.S.D.du 24 Décembre 80- construire un abri anti-atomique dans ses jardins ? Déjà la foi se perdait lorsque les curés firent installer des paratonnerres sur le clocher des églises.

La rédaction de TAC a reçu un petit dépliant dont le titre était fort intéressant : "UN ESPOIR DE VOIR DISPARAITRE L'INFLATION, LA MALADIE, LA CRIMINALITE, LA GUERRE". En somme, tout ce que nous souhaiterions voir se réaliser. Réjouissez vous, tout cela va arriver "dans notre génération" grâce au Royaume de DIEU.Bel optimiste des Témoins de JEHOVAH qui, plus logiques avec leur foi, refusent toujours les transfusions sanguines que la Bible interdit, leurs enfants ou eux mêmes dussent-ils en mourir.Justement, l'écrivain Roger IKOR, après le suicide de son fils adepte du zen "macro-biotique", déclare la guerre aux sectes dans un livre-lettre ouverte au Président de la République. Le fils IKOR était soumis à une diététique absurde qui l'obligeait à ne manger que des céréales. Son amaigrissement (il ne pesait plus que 45 Kgs) l'a poussé à la dépression. Il jeunait aussi souvent. Beaucoup d'autres jeunes en font autant cherchant une autre manière de vivre face à notre système "libéral" qui les désespère. Certains fréquentent d'autres groupes ou sectes où ils sont abrutis de prières et aussi mis en condition par des privations de sommeil, dit-on.IKOR veut "cogner", mettre les sectes à sac. Nous voulons faire deux remarques: Il est impossible d'approuver des parents qui, souvent, protestent tout simplement parce que leur progéniture ne proffessent pas LEUR conception de la vie et du monde. Quant aux méthodes dites d'abrutissement, elles sont pratiquées depuis belle lurette dans les couvents catholiques sans que personne ne proteste. (Voir l'adresse aux religieuses de LISIEUX : TAC n°31).

Michel DE JUST, Grand Maître de la GRANDE LOGE DE FRANCE, constatant que l'Eglise catholique excommunie les membres des sociétés secrètes ayant pour but la destruction de l'Eglise a déclaré le 1er Décembre 80 à la Tribune Libre de FR3 "Aucun de nos membres ne tombe sous le coup de l'excommunication". Il a aussi souligné la parenté qui existe entre la vocation spirituelle de la GRANDE LOGE et celle de l'Eglise. OUF ! Il était bien temps de laire l'Union sacrée contre le "matérialisme". Mais, direz vous, il s'agit de la GRANDE LOGE. Le GRAND ORIENT, lui, reste laïque. Même, il organise un Colloque pour célébrer l'anniversaire des lois laïques du F.'. Jules FERRY où sont d'ailleurs invités des religieux : Voire ! On apprend que le F.'. Henri CAILLAVET, sénateur "gauche démocratique", membre de l'Union des Athées, vient de fonder avec l'Abbé GAU, député "honoraire" un "Mouvement pour un Nouvel Humanisme". LE CONSENSUS est en bonne voie!

LE P·C·F PARTI DE DROITE ?

On lit dans l'HUMA-DIMANCHE du 18 Janvier 81 sous le titre :PARLER, PENSER, PRODUIRE FRANCAIS : que le groupe communiste de l'Assemblée a demandé la création d'une commission d'enquête chargée de "déterminer les causes politiques et économiques du recul de la langue française".La défense de la LEGION D'HONNEUR est aussi une préoccupation du P.C.F. : Maxime KALINSKI, député demande à Raymond BARRE pourquoi BOKASSA figure-t-il toujours sur les registres de la LEGION D'HONNEUR. Si le nucléaire correspond bien à un type de société autoritaire, on comprend pourquoi MARCHAIS en est le défenseur.

EN VRAC .....

Pour l'année 1980, hausses pour l'ensemble des produits et services: + 13,6% En Décembre 80 : 1.632.000 chômeurs. Les experts de l'O.C.D.E. prévoient 25.500.000 chômeurs dans les pays industrialisés en 1982. On se fait, en haut lieu, de plus en plus à l'idée d'une société "duale" avec une partie marginale. Le Conseil Economique et Social estime le coût global du chômage en France pour 1981 à 86 milliards de francs. C'est le prix de la "réorganisation".La C.F.D.T qui a arrêté ses comptes au 31 Décembre 80 constate que pour la troisième année consécutive, ses effectifs sont en baisse. C'est à ce qu'il paraît du au chômage, aux fermetures d'entreprises, au travail intérimaire. C'est avouer que le syndicalisme est maintenant loin de recouvrir la revendication sociale. GISCARD a déclaré le 11 Décembre 80 devant l'UNESCO : "L'écologie doit être un objectif de civilisation". La récupération va bon train. N'est-ce pas Mr LALONDE ?

LA PHRASE DES "POLITIQUES"

Chômeurs en augmentation, hausse des prix : CHIRAC traduit l'inquiétude des tenants du système en affirmant devant le Comité Central du R.P.R. : "Aujourd'hui, malheureusement, tout le monde peut se rendre compte que la situation pourrait à court terme se traduire par une explosion sociale et un drame pour la France".Aussi, faut-il voter pour CHIRAC pour éviter une révolte des exclus de la société.

Lionel JOSPIN, nouveau 1er secrétaire du P.S. déclare au "Club de la Presse" qu'il faut une victoire de MITTERAND "avant que la société ne soit menacée d'une explosion".Moralité : le P.S. est le meilleur garant de l'Ordre, face au "ras le bol".

Critiquant le système GISCARD, Alain GUICHARD écrit dans LE MONDE du 15 Octobre 80 déplorant l'inefficacité du Parlement :"Faute d'EXUTOIRE, les citoyens, dans leurs syndicats, dans leurs groupements professionnels, n'ont plus que le recours à la grève ou à l'action de rue..." BELLE UNANIMITE !

Au meeting du 24 Janvier à la Porte de Versailles, au soir du jour où les militants du P.S. ont consacré sa candidature, François MITTERAND a prononcé cette phrase musclée : "Nous nous sentons au delà des luttes de classes imposées par la classe qui gouverne...."

ça méritait d'être souligné.

Echos et Informations

Vous lisez TRIBUNE ANARCHISTE COMMUNISTE depuis 1969. Vous continuerez à lire cette revue, mais peut-être sous un autre titre.

En effet un titre bannière n'est sans doute pas très alléchant, et à lui seul peut rebuter de potentiels lecteurs pour qui cela évoque une doctrine figée.

Alors que notre objectif est plus que jamais de contribuer à la constitution d'un mouvement révolutionnaire prenant l'autogestion comme moyen et comme but, ce qui ne peut avoir de meilleur garant que la présence active des anarchistes communistes.

Les EDITIONS NOIR ET ROUGE - 51 Rue de Lappe 75011 PARIS publient différentes brochures telles que :
SPONTANEITE ET ORGANISATION (MURRAY BOOKCHIN)
DE L'ORGANISATION ANARCHISTE (Maurice FAYOLLE)
AVORTEMENT,CONTRACEPTION,....SANTE (GROUPE EMMA GOLDMAN)
diffusent la REVUE ANARCHISTE.

LE C.P.C.A. Bulletin du Centre de Propagande et de Culture Anarchiste rend compte des activités éditoriales des différents groupes, revues, journeaux anarchistes et anti-autoritaires,leur laissant souvent le soin de se présenter eux-mêmes.
FLOREAL apparait ainsi dans le n°11
CPCA BP 21 94190 VILLENEUVE ST-GEORGES

Sous forme de brochure ronéotypée, il vient d'être fait un compte rendu des ASSISES RESISTANCE A LA MILITARISATION NATIONALE ET INTERNATIONALE Réflexions et perspectives d'action. Un projet de plate forme pour la poursuite de l'action est en préparation. S'adresser à TAC.

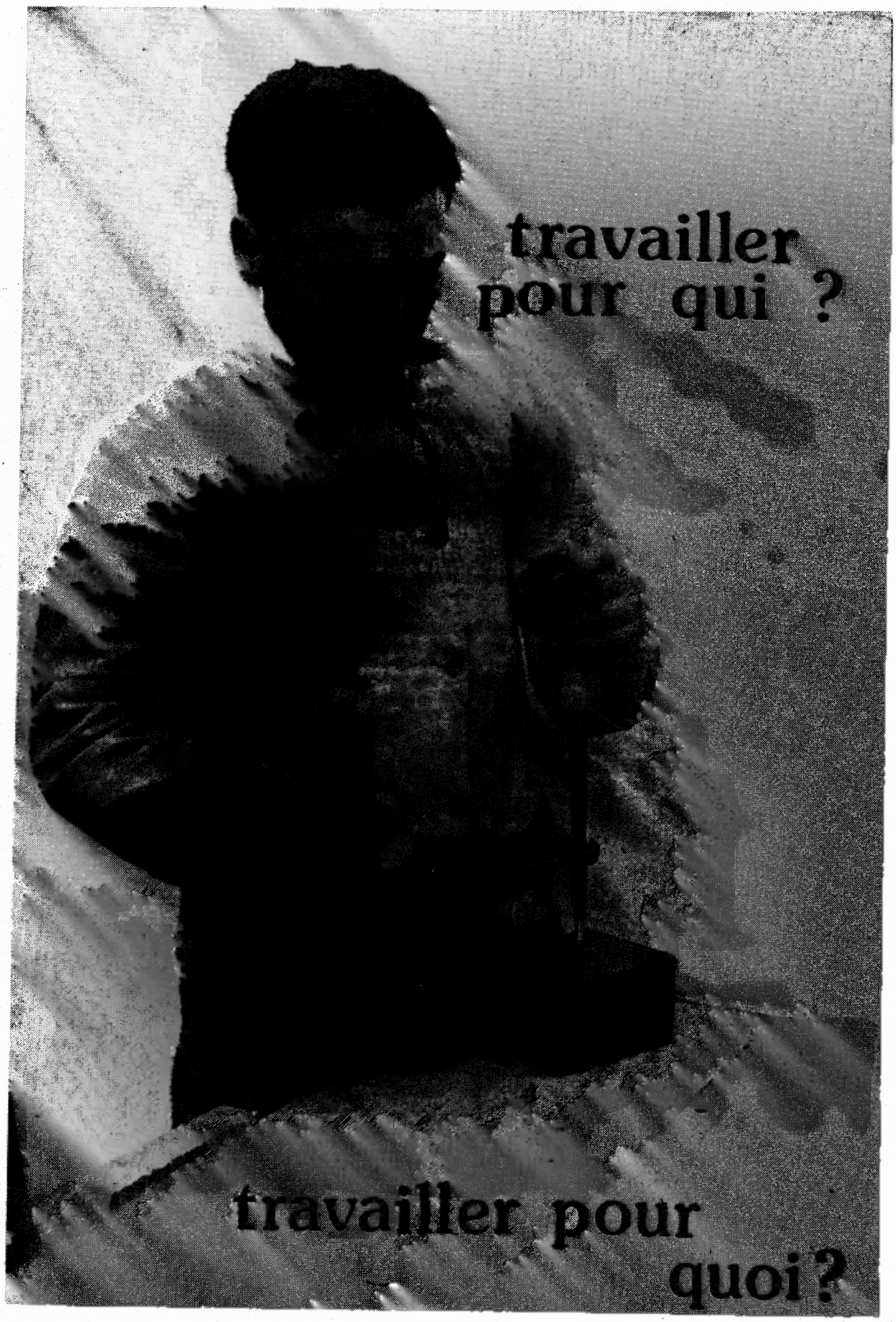
♀ VIVE L'INDEPENDANCE ECONOMIQUE,EROTIQUE ET POLITIQUE DES FEMMES ♀

COTE COEUR : Pas de candidat pour les femmes
COTE RAISON: Le programme de François MITTERAND dès le premier tour pour être sûres de l'emporter au second tour.

ET VOILA ! Le GROUPE PSYCHANALYSE ET POLITIQUE (des femmes sans coeur mais ayant beaucoup d'argent) qui continue à parler au nom de tout le Mouvement.

F L O R E A L qui continue de se développer dans certaines régions a sorti un BULLETIN N° 4 copieux.
S'adresser à : BERNARD CNOCKAERT - 7 rue des Bassiers
27490 ECARDENVILLE S/EURE
GUY BOURGEOIS - CIDEX 0703 71260 LUGNY

LES DOSSIERS DE T.A.C
4. L'AUTOGESTION



En attendant Rocard

L'étude du phénomène Rocard avait fait l'objet d'un premier article dans TAC n° 30. Il peut paraître peu d'actualité de la compléter alors que le personnage a été éliminé de la course à l'Elysée et semble rentré humblement dans le rang.

Mais il est bien évident qu'il n'est pas définitivement disparu et que lui et le courant qu'il représente redeviendront remuants.

Dans un précédent article nous avions abordé sommairement l'analyse politique de ce courant et son évolution sur les 20 dernières années. Mais cette étude serait incomplète sans un constat de ses analyses économiques de base et surtout sans une trame explicative minimum quant à ses interactions sociologiques.

C'était notre propos et nous attendions avec impatience que le "candidat" avance ses premiers pions. Car les positions claires en matière économique, malgré une réputation de rigueur et d'honnêteté compétente dans ce domaine, manquaient. Nul doute que le prétendant serait bien vite amené à combler cette lacune.

Bref, nous voilà à présent toujours aussi ignorants. Les positions de principe ne valent pas un programme détaillé en ce domaine. Nous ne saurons donc pas concrètement ce qu'aurait proposé (et fait ?) M. ROCARD. Quel aurait été le champ d'application de l'autogestion, de la régionalisation, le type de gestion et de marché à terme, ses liens dans l'économie mondiale, sa politique salariale, sa politique énergétique ?

Pour notre part c'est donc sans preuves, comme hypothèses, que nous prétendons que M. ROCARD n'aurait pas changé grand-chose aux mécanismes économiques, gestionnaires et administratifs. Certes, sur le plan culturel, à peu de frais, il aurait certainement eu quelques initiatives, mais qui n'auraient pas touché la majorité de la population.

Pour le reste nous considérons que les pesanteurs du système et la logique propre de son raisonnement annulaient par avance toute tentative sérieuse de socialisme autogestionnaire, même par paliers réformistes.

La politique salariale n'aurait pas écrasé l'éventail des salaires : L'augmentation des bas salaires et des pensions aurait été limitée. Les hauts salaires auraient été à peine "écrémés". Le mode de gestion dans l'entreprise n'aurait pas changé. Les contraintes extérieures et la dynamique intérieure étant insuffisantes pour imposer ce changement, toute législation en ce domaine était inopérante ou illusoire. Une série de mesures aurait recherché un certain contrôle des flux monétaires et des industries compétitives. Mais le contrôle de la bourgeoisie financière et de "l'économie de pointe" aurait été incomplet et de toute façon insuffisant. Les nationalisations auraient été peu nombreuses et

sans signification dans une optique de propriété sociale.

Le refus de l'étatisation à outrance aurait abouti à une certaine déconcentration du pouvoir dans les régions. Peut-être avec quelques mesures positives (politique culturelle régionaliste, pouvoirs des conseils régionaux et généraux) mais de façon si partielle que nous pensons qu'il ne faisait en fait que diluer un peu plus l'Etat dans des échelons intermédiaires, sans que le citoyen soit moins écrasé. Cette politique uniquement administrative aurait simplement favorisé l'apparition dans le jeu de la libre-entreprise capitaliste de secteurs actuellement décentrés et marginaux, secteurs et produits dynamiques des nouvelles branches culturelles (loisirs, psychologie, écologie pratique, etc...) Les grandes décisions restaient au sommet. Le déplacement de quelques points en % du budget du Ministère des Armées vers l'Education Nationale, ou la réduction du nombre des centrales nucléaires, pouvant être considéré comme prévisible même dans l'éventail des choix du régime "libéral-monarchique" actuel.

Le phénomène Rocard, sa signification sociale

L'autogestion d'un certain nombre de rapports sociaux fait partie de la réalité et de la demande d'une couche très majoritaire de la population. Pour la classe ouvrière cette demande n'a pu se réaliser et passe par un corollaire essentiel : la levée du carcan économique qui l'en empêche et la dépossède de sa vie réelle.

Pour d'autres couches, ce préalable n'étant pas nécessaire, certaines données "conviviales" sont vivables dès aujourd'hui (avec diverses nuances) et de toutes façons sont concevables sans bouleversement fondamental de la hiérarchie et des rôles : il suffit que le pouvoir que portent en eux les compétences de tous ordres et certains signes culturels complices soient "légalisés" dans un Etat d'un type nouveau, intégrant également l'aspect ludique que cette partie de la société civile a les moyens de vivre.

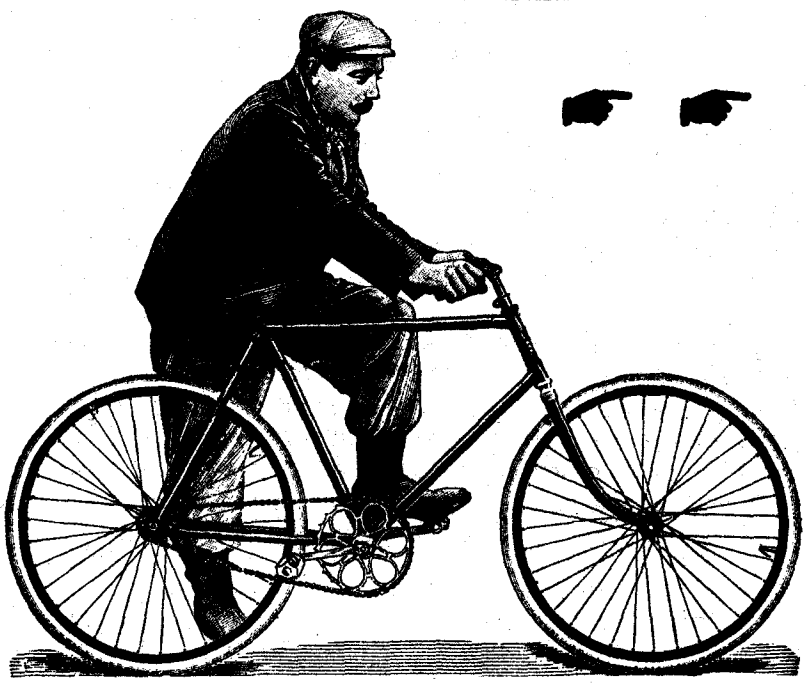
On comprend mieux ainsi combien sont opposés notre conception communiste libertaire de l'autogestion et "l'autogestion" de ce courant, qui trouve en partie son expression politique dans le discours Rocardien. On comprend mieux également la dualité entre les mesures économiques, somme toute très limitées, et le discours culturel anti-autoritaire. A cela s'ajoute bien entendu un écran politique tenant compte d'autres données de base : l'organisation et les rapports de force partidaires et syndicaux ; l'existence d'une lutte de classe échappant en majorité au contrôle de ces derniers et présentant des dynamiques changeantes ; les décalages entre vécus, consciences et discours des différentes classes et superstructures.

Enfin, la société économique, dans quelque état qu'elle soit, existe réellement, y compris vitalement pour nous-mêmes (les cas d'auto-suffisance totale sont bien rares...) Son mode de fonctionnement et de transformation viable ne nous concerne pas d'une façon mythique. L'attitude rocardienne nous interpelle à ce niveau et doit en tromper ainsi plus d'un. Elle a la prétention de mieux gérer, de mieux utiliser la crise. Puis, dans un esprit social-démocrate et moderniste, d'assurer

le remodelage et la mutation, à long terme, de la totalité des mécanismes et pesanteurs archaïques de la société. Pour être réalisable, ce programme se ferait encore au détriment de la majorité des travailleurs, mais nécessite toujours la création d'un rapport de force incluant ces derniers.

Au XIXè siècle, la moyenne et petite bourgeoisie, les compétents de l'époque (instituteurs, professions libérales, serviteurs de l'Etat, etc...) imposèrent à la Haute Bourgeoisie le partage du pouvoir de la République. Ce fut le radical-socialisme. Le parallèle est schématique, mais les similitudes existent.

A nous de savoir interpréter le réel dans notre pratique et notre théorie de façon suffisamment "compétente" pour que l'alternative par et pour la totalité des producteurs prenne bien forme dans nos vies concrètes.



CYCLOGESTION

Des marginaux comme il faut ou l'autogestion tout de suite. (suite)

A la suite de notre texte concernant les tentatives de pratique autogestionnaire au sein de la société actuelle par ceux qui voudraient "l'autogestion tout de suite", Henri HARTUNG, animateur de la Communauté de FLEURIER dont France Culture a parlé abondamment, nous adresse le texte suivant. Il est significatif de ce qui existe et de la préoccupation d'un grand nombre qui, pour être éloignés des positions de TAC n'en sont pas moins partie du courant autogestionnaire.

Commentaire de TAC :

Il s'agit donc de vivre autrement, d'être pleinement responsable, d'être maître de son destin, de gérer collectivement en exerçant hors de toute hiérarchie une parcelle de pouvoir, c'est-à-dire en décidant, en exerçant la démocratie directe.
Il s'agit donc de "s'autogérer" individuellement et aussi collectivement par une nouvelle conception des rapports entre les individus, hors de toute notion d'autorité de quelques-uns sur le plus grand nombre, hors de toute exploitation et aliénation.
"Une vie autre" dit HARTUNG. Une cinquantaine de personnes tentent cette expérience et montrent qu'il est possible de vivre ainsi. Ce n'est pas rien.

Où cela conduit-il ?

A ce qui cinquante personnes mènent cette vie et y trouvent un bonheur. C'est leur droit. Ils profitent de leurs possibilités pour accueillir des militants, les appeler à réfléchir, à méditer, à créer une "spiritualité" qui leur est Propre. Fort bien.

Or, ce qu'implique l'AUTOGESTION, c'est le changement des structures de la société, pour que le grand nombre vive cette autre vie qui n'est réservée qu'à quelques privilégiés. Cela implique la suppression de la propriété privée des moyens de production, de l'Etat, et au contraire la propriété sociale, la démocratie directe dans la société. C'est autre chose : un processus dans la lutte sociale, elle-même autogérée.

La vie communautaire de FLEURIER et d'ailleurs ne met en cause aucune structure de la société qui exploite et aliène sinon par la fuite. Le Capitalisme et l'Etat n'en sont nullement gênés. Certains bourgeois généreux peuvent même voir la chose avec sympathie et venir faire retraite comme on le fait chez les moines, qui, au fait, eux aussi, vivent "autrement", et peuvent aussi "être à l'écoute de la société".

Peut-être que FLEURIER est utile. Peut-être est-il irremplaçable pour le courant qu'il crée autour de sa pratique. Mais la Révolution sociale ?

FLEURIER ne pourrait être "avant-garde" que si la communauté s'intégrait aux luttes de classe des exploités. Comment ?
Il est question de trouver une nouvelle manière de penser, une autre éthique pour l'Autogestion. Il n'est pas sûr que l'éthique qui sera nécessaire à la nouvelle société communiste autogestionnaire de demain se puisse concevoir clairement parmi les gens de cette société.

Une condition de l'Autogestion, c'est la propriété sociale. La propriété est-elle collective à FLEURIER ? Nous ne le savons pas.

L'existence de mille communautés dans des secteurs économiques marginaux ne fera pas faire l'économie de la Révolution qui n'a rien à voir avec "l'élection libératrice" que les communautaires sont las d'attendre à juste raison.

Entre la croyance à l'alternative dite de "gauche" et le replis "communautaire", il existe une autre voie.

FLEURIER

Dans le numéro 1 de Floréal, je relis cette phrase claire et nette, en guise de préalable : "l'autogestion ne se réduit pas à la constitution d'îlots autogestionnaires". Il me paraît important de prendre cette constatation comme point de départ de mon article puisque, justement, je vis au sein d'une organisation communautaire qui se réclame de l'autogestion. Alors, suis-je, avec tous ceux et toutes celles qui se sont engagés dans cette voie, un avant-gardiste dévationniste vivant dans un îlot sans signification en tout cas politique ?

Il est vrai que c'est devenu depuis des décennies une coutume bien établie, notamment en France et dans les milieux de gauche, d'accabler de critiques, quand ce ne sont pas d'injures, les militants qui, malgré leur engagement vrai au service d'un changement réel de la société, ne partagent pas la totalité de vos points de vue. En cette période d'élection présidentielle, les prises de position des uns et des autres montrent bien que nous ne sommes pas près de cette unité pourtant nécessaire entre tous ceux qui ne veulent plus d'un pouvoir de droite, qu'il soit qualifié de libéral ou de gaulliste. Il est vraiment triste de constater l'épuisement psychique de tant de camarades usant leurs forces à contrer ceux qui sont pourtant du même côté de la barricade qu'eux. Constatons que ce fait est bien évidemment à l'origine de l'échec français de l'alternance politique et cherchons à ne pas contribuer à son maintien éternel!

De quoi s'agit-il ? D'un groupe d'une cinquantaine de personnes, Françaises, Italiennes et Suisses, ayant constitué une communauté de travail et de vie, une quinzaine d'entre elles vivent au même endroit, dans et autour deux grandes maisons. Les activités : un service de documentation et de recherche, regroupant des milliers d'ouvrages, mais aussi des rapports, des mémoires, des notes et des revues; un centre éducatif organisant des rencontres, des journées d'étude, des sessions s'inscrivant dans une démarche de recherche autogestionnaire; un groupe agricole responsable du développement de la culture biologique des jardins dont il dispose ainsi que de l'élevage d'animaux de basse-cour; un groupe santé, dont les membres approfondissent entre eux les possibilités d'une autre médecine; un groupe musique réunissant des personnes désireuses de développer la pratique de l'improvisation et de réfléchir ensemble à la place que pourrait prendre la musique dans la recherche de soi-même.

L'ensemble est autogéré. Cela signifie que toute hiérarchie est supprimée, que les décisions sont prises à l'unanimité, que les questions soulevées sont analysées en profondeur en assemblées générales, que l'argent est démythifié et démystifié. Une vie autre.

Alors ? Sommes-nous des avants-gardistes ? Notre démarche n'est pas arbitraire et nous ne voulons nous imposer à personne par la force et la violence. Mais une existence qui n'en est pas moins une avant-garde objective, simplement parce que les membres de notre groupe n'acceptent plus de vivre comme avant et d'attendre indéfiniment l'élection libératrice. Cette décision est complétée par la certitude qu'une démarche autogestionnaire s'apprend et qu'il y a ainsi, dans notre action, un aspect pédagogique qui est très important.

Enfin, et ce n'est pas rien à nos yeux alors que nos adversaires s'épuisent à nous qualifier de marginaux, l'écoute de la société reste totale comme le prouvent d'une part les interventions de notre groupe sur différents terrains de lutte, chez Lip par exemple, et d'autre part, l'accueil réservé aux victimes du système économique ou social actuel. Accueil au sens propre du mot, mais aussi soutien et mise en place de réunions ayant pour but de mettre nos compétences à la disposition de ceux qui le souhaitent et de participer avec eux à une analyse institutionnelle de leur situation et des moyens susceptibles d'y remédier. Une telle réalité peut être ressentie comme une forme d'avant-garde mais sans aucun rapport avec les connotations léninistes en général associées à cette expression : un parti connaissant seul la vérité politique et dirigeant de l'extérieur les luttes des opprimés. Politiquement, nous contribuons avec notre sensibilité propre - proclamée et connue comme autogestionnaire - à l'imprégnation, à vrai dire terriblement lente, de notre environnement social et politique.

Je souhaite ajouter que mon impression est que la totalité des membres de notre groupe ne se montreraient pas plus utiles, ou si vous préférez, efficaces si, ne faisant pas partie de notre équipe, ils étaient restés au sein de la société, des militants " à part entière". Il y a pour me permettre d'écrire cela, deux raisons qu'il me paraît maintenant nécessaire de développer.

Dans toutes les actions auxquelles j'ai été personnellement mêlé, les deux obstacles majeurs rencontrés, toujours les mêmes, sont d'un côté l'absence de relations fraternelles et, de l'autre, le manque d'une finalité autre qu'immédiatement utilitaire. Je ne renie, en écrivant ceci, ni la camaraderie à la base, ni l'importance de certains résultats ponctuels et directs. Mais la fragilité des rapports entre militants comme la carence d'un but globalement significatif sur le plan humain restent deux freins qui ne se desserront pas magiquement, par les vertus d'un discours politique ou le résultat heureux d'une élection.

En premier lieu, je suis frappé par la tension relationnelle qui règne en général à l'intérieur de groupes autogestionnaires. Cela vaut peut-être mieux que l'apathie et la morne soumission mais, à terme, le résultat est le même! Il est rare de voir prendre le temps d'une analyse approfondie des positions respectives, encore plus rare d'entendre exprimer la réalité. Ce sont plutôt des séries de réalités, pleines de sous-entendus, d'arrière-pensées. Peu ou pas de transparence, peu ou pas de clairvoyance, mais ces innombrables "non-dits" qui empoisonnent les rapports humains. Peut-on honnêtement parler d'autogestion si ne sont pas réglés, certes petit à petit mais réglés quand même, les problèmes posés par les différences, qualitatives et quantitatives, du temps de parole, par l'"inégalité" apparente, acceptée et parfaitement illusoire entre hommes et femmes, par le poids d'éducations différenciées, par la "force" des uns, l'"angoisse" des autres, la "faiblesse" de beaucoup...?

Depuis plusieurs années nous apprenons ainsi notre vécu autogestionnaire, nous analysons les résultats, nous cheminons dans ce partage qui permet seul de dépasser les structures, aussi bien mentales qu'institutionnelles, de la hiérarchie, du pouvoir, de l'argent. Indispensable apprentissage qui a au moins le mérite de nous éviter de succomber à la fascination des mots et à nous déclarer pour l'autogestion tout en oeuvrant hiérarchiquement et autoritairement comme père ou mère de famille, syndicaliste, citoyen...

N'est-ce pas là une condition indispensable à cette générale prise en charge des citoyens de tout ce qui les concernent ? La suite, c'est-à-dire les nouvelles structures, ne peut être connue qu'après et c'est ce que nous expérimentons chaque jour et pour chacune de nos activités, pour chacun de nos engagements.

En second lieu, je dois souligner le fait qu'à nos yeux l'autogestion intéresse la totalité de la personne et pas seulement ses perspectives sociales et psychologiques. C'est pourquoi la revue de la communauté s'appelle

"la diagonale" et porte en exergue la phrase suivante : "Transposée à notre personne, la diagonale symbolise le lien entre les trois aspects fondamentaux de notre existence : réalité politique et sociale, relation avec les autres, vie intérieure".

Oui, vie intérieure. L'expression est sans équivoque. Comme dirait le petit saint Placide "une vie intérieure est une vie qui est intérieure"... Retrouver au plus profond de notre être ce qui peut faire de nous des personnalités harmonieuses, ayant une consistance et une densité spirituelle et non des individus ballotés au gré de l'agitation de notre raison et de nos sentiments. Rien à voir avec une religion dépendante d'un Dieu extérieur comme celui qu'évoque Bakounine lorsqu'il écrit :" il suffit d'un seul maître au ciel pour en créer des milliers sur la terre". Notre vision est celle de l'être humain relié au transcendant, à l'universel, par sa propre réalisation interne. D'où le rôle du travail personnel, de la méditation, l'un et l'autre, bien loin de démobiliser et de couper du monde, éclairant au contraire notre engagement. Bien difficile d'exprimer ce qui en fait est inexprimable, mais l'absence généralisée de cette dimension spirituelle n'est-elle pas à l'origine de tant et tant de déceptions face à des réformes sociales ou même psychologiques qui n'ont pas intégré la réalité de l'Esprit ?

Le débat soulevé par cette référence spirituelle en milieu autogestionnaire n'est pas terminé. Il commence. Je sais bien pour ma part que ce ne sont pas des arguments écrits, ou même oraux, qui y mettront fin. Mais la cohérence entre nos paroles et nos actes, la réalité de nos actions alternatives, notre refus du compromis et la consistance renouvelée de nos analyses. Peut-être cet article contribuera-t-il à faciliter nos échanges et nos cheminements respectifs ? c'est en tout cas mon espoir et celui de mes amis du Grain, car, au-delà des difficultés du débat, nous nous sentons proches des rédacteurs de TAC auxquels nous adressons nos voeux fraternels pour le succès de leur entreprise.

Henri HARTUNG

Le GRAIN - Groupe de recherche et d'action sur les Institutions
Le Pasquier
CH - 2114 Fleurier

Fleurier est situé en Suisse à une vingtaine de kilomètres de Pontarlier, à 9 kilomètres de la frontière française, dans le haut Jura. Deux autres associations, regroupant en partie les mêmes personnes et domiciliées à la même adresse, se sont constituées et se répartissent avec le Grain l'ensemble des activités présentées dans cet article. Ce sont :
Le Groupe Autogestion Alternative;
Le Centre de Rencontres Spirituelles et de Méditation.

AUTOGESTION : A sujet inépuisable, conclusion relative.

Pendant plusieurs numéros, par touches, TAC dans ses dossiers sur l'Autogestion a tenté de mieux centrer le sujet.

C'est un mot aujourd'hui à la mode et il n'est pas sûr qu'il recouvre des projets politiques proches ou convergents, tant les malentendus s'accumulent ; les manipulations démagogiques et les incohérences aussi. Devrons-nous quelque jour changer de terme ? Le fossé est grand entre notre vision généralisée de la gestion directe ouvrière, notre conception de la lutte et une cogestion mal déguisée s'en remettant presqu'entièrement aux voies parlementaires. Nous nous sommes demandés, au bout du compte, quel territoire couvrait le terme d'autogestion. L'a-priori étant que nous sachions déjà quelles aspirations il perpétue. L'idée de base, un peu naïve, est qu'en cherchant, par toutes les pistes, les limites de l'autogestion, on finit "a contrario" par marquer à l'intérieur de ces dernières l'espace recouvert par le mot, sa réalité.

AMBIGUITE DU TERME

Il y a dualité, c'est évident. L'autogestion se vit bien comme cohérence reliant moyen et but. Mais elle est un moyen et un but. On pense à l'un ou à l'autre, difficilement aux deux. Quand on parle de "formes de lutte", d'un "mode de fonctionnement", réalité présente et dynamique vécue dans toutes sortes de situations, de demandes ; il y a là un aspect relationnel et culturel important. C'est à un outil actuel que l'on se réfère dans la démarche. Outil idéologique porteur de nécessités et de satisfactions pour le "ici et maintenant", pouvant déjà inscrire dans le futur des résultats politiques et matériels, un projet généralisable : l'autogestion. Là, le même terme implique l'état économique et social recherché, ce qui est pressenti par la démarche révolutionnaire. Il n'a plus le même sens. Il a une prétention globale et achevée à l'efficacité économique et sociale, dans les normes (de bonheur autogestionnaire !) utilisées dans le discours antérieur (responsabilité et autonomie individuelle et collective, anti-autoritarisme incluant au minimum certaines formes de contrôle et de rotation des tâches, au maximum une vision anti-hiérarchique et anti-étatique totale, délégation mandatée et révocable à toute spécialisation, répartition égalitaire des contraintes ou du produit social, etc...)

Cette dualité est certainement inévitable, mais gênante tout de même. On peut facilement jouer sur ces deux sens pour brouiller les pistes et faire l'impasse sur leurs contradictions.

Surtout, cette dualité marque une césure inconsciente plutôt qu'un bien : on n'aborde pas le problème du passage de l'un à l'autre, la réalisation de la société autogestionnaire à partir d'aujourd'hui.

SUR QUOI S'APPUIE-T-ON ?

1 - LES EXEMPLES HISTORIQUES

Mettons de côté les exemples historiques. Certes ils sont essentiels ;

marquage des possibles dans le passé, actifs dans une certaine mémoire collective, situant les constantes, les trajectoires. Mais ils ne sont que références, en aucun cas l'alibi événementiel de nos certitudes. Dans ce cas d'ailleurs l'exemple historique serait mythifié et déformé, on lui ferait dire et prouver ce que l'on veut. Les libertaires ont-ils su réellement dépasser une vision idéalisée et manichéiste de leurs repères historiques ? Sommes-nous sûrs qu'à part l'utilisation de certaines dates (Commune de Paris, Kronstadt-Ukraine, Espagne 36) comme refuges et soutiens destinés à nous donner bonne conscience, nous avons cherché la vérité et ses contradictions d'une façon plus positive ?

En dehors de cela donc, demeurent trois moments d'application autogestionnaire pesant d'ores et déjà, séparément ou imbriqués, dans l'apparition possible d'une alternative révolutionnaire. Reste aussi des expériences d'autogestion limitée et inspirée ou contrôlée par l'état (Kiboutzim, Algérie, Tanzanie, etc...). Reste surtout la Yougoslavie qui déclare approfondir depuis 25 ans un système général d'autogestion et qui constitue une mine d'enseignements précieux, même si l'on tient compte qu'en fait le pouvoir est toujours détenu par l'organisation qui fut le décideur de la transformation sociale.

2 - LES LUTTES

Les luttes. Multiples. Plus ou moins larges, radicales.

L'autogestion des luttes n'est pas un mot d'ordre creux.

Dès que les refus individuels s'additionnent, se conjuguent au collectif, la forme de la lutte est un dénominateur commun au moins aussi important que la revendication. Il y a d'ailleurs interaction entre les deux. Une demande nouvelle s'exprime à travers cette "rupture". Elle imprègne les rapports jusque là dominés par l'idéologie ambiante et formule un désir et un vécu sinon nouveau, du moins plus conscient. Bien sûr la nature et la dynamique de la lutte sont déterminées dans ce cadre par l'intérêt politique d'un groupe à changer la société. Et de toutes façons ces caractéristiques sont aussi la résultante d'autres "pesanteurs" : influence restante du système ambiant, rôle des minorités actives, etc... mais plus ce besoin nouveau aura pu s'exprimer et influencer le fonctionnement de la lutte, plus il y aura autogestion de la lutte et un "au-delà" politique révolutionnaire potentiel. Nous ne voulons pas aborder ici le pourquoi de cette constante, clef de voûte de tout le camp autogestionnaire et anti-autoritaire (les autres ne la "voyant" pas et plaçant leur messianisme dans des concepts fantômes : rôle de la classe ouvrière, Histoire, matérialisme dialectique). Mais dire simplement qu'à partir d'un certain seuil de passage dans les actes, ces caractéristiques s'articulent de façon suffisamment cohérente pour être viables, opérationnelles. Pour réaliser et inscrire des données nouvelles, imaginables dans un projet plus durable et plus global.

C'est donc bien la lutte, dans toutes ces facettes, qui est le terreau, le laboratoire de toute idée autogestionnaire.

3 - L'AUTOGESTION TOUT DE SUITE

A un autre niveau existent des expériences autogestionnaires dans le système.

Elles ont la prétention d'être durables, de servir un besoin immédiat pour leurs participants et d'apporter un exemple positif au reste de la société.

Elles sont extrêmement diverses, agricoles ou industrielles, communautaires, culturelles ou utilitaires sur un point précis. Elles ont toutes des traits communs et des trajectoires proches. Nous pensons qu'elles sont une tentative importante, utile de réalisation et d'expérimentation autogestionnaire. Pour ce qu'elles prouvent et vivent pour elles-mêmes. Pour leurs contradictions pleines d'enseignement.

Il y a cependant la plupart du temps échec. Pourquoi ? Les raisons idéologiques d'abord. La lassitude, le découragement face à une solitude pesante dans le quotidien, l'absence d'alternative large dans laquelle s'inclure, le piétinement donc. Ces expériences trahissent toutes le doute dès qu'elles n'ont plus l'impression d'aller de l'avant, de se sentir partie prenante d'un mouvement.

L'émergence d'une nouvelle hiérarchie. Une spécialisation de fait s'établit. L'information devient moins collective, contrôlable, un pouvoir de fait apparaît, se concentre.

Cet élément est lui aussi déterminant. A partir de là, le projet n'a plus de sens, on fait un constat d'échec. Il faut noter que cette dernière contradiction est vécue comme mortelle (même lorsqu'elle était ressentie comme nécessaire à l'efficacité du projet), les divers "garde-fous" inventés ne faisant qu'ajouter à la mauvaise conscience. Nous touchons là un des problèmes de fond de ces échecs. Les raisons économiques. Les incapacités ou contradictions propres. De toutes sortes. Le manque de compétence, de rentabilité (le je-m'en-foutisme). La rotation des tâches paralysant au lieu d'activer, de motiver. Les contraintes extérieures. La non compétitivité au bout du compte, même si l'on précise : "dans le cadre des normes actuelles" Quelle illusion ! A plus forte raison pour des normes futures où il s'agirait d'alléger le temps de travail tout en élargissant le produit social ! On n'explique pas tout par la pression des banques, la volonté politique de la société capitaliste et le manque d'expérience. Bien sûr, la maintenance forcée de tâches liées au système est une contrainte (théoriquement inutile mais qu'il faut toujours assumer : rapports et administration vis à vis de l'Etat, de l'argent, etc...) qui grève la productivité.

Mais la remise en cause de la division des tâches est un problème plus ardu qu'on ne pourrait le croire. Ses corollaires hiérarchiques et techniques sont mal perçus ou déformés de façon phantasmatique. Pourtant, malgré ses tares, le système capitaliste a atteint par ce biais une productivité non négligeable (indépendemment de ce à quoi et pour qui elle est utilisée).

Son abandon sans réflexion est une régression qui ôte toute viabilité à ces projets. Seule une telle remise en cause (de la division du travail) dans le cadre de conditions nouvelles précises peut aboutir, au contraire, à une plus grande efficacité (donc productivité). Le système le sait aussi. Le cadre politique général fait-il partie de ces conditions comme absolument indispensable ? Le débat reste ouvert.

4 - LES MOYENS POLITIQUES

Enfin, le dernier niveau est concerné par les organisations politiques et les projets qui reprennent à leur compte, en l'interprétant, l'aspiration autogestionnaire.

C'est aussi le niveau du projet vague où l'on remet à un socialisme futur la réalisation totale de cet objectif. Facile. Ce qui devrait faire état de l'aspect le plus complet et achevé de l'autogestion, dans tous ses aspects, du présent à l'avenir avec toutes les étapes possibles et souhaitables, avec une hypothèse de fonctionnement réalisable et totale, s'avère être en réalité une nébuleuse d'a-priori et de flous. Rien de clair, de mobilisateur. Pas d'objectifs, d'analyses, de démonstrations. L'autogestion est utilisée comme mot, pour sa charge émotionnelle, son caractère évocateur et libérateur.

L'imaginaire s'y défoule et l'on capitalise politiquement pour d'autres raisons, inavouables. Sinon on ne capitalise pas.

-o-

Pour TAC, l'heure est venue de prendre enfin en compte toutes les données de notre démarche autogestionnaire. Dans ce qu'elles ont d'irréductible, de libertaire. De les passer au crible du réel, de les admettre et se joindre à tous les camarades qui ont le même objectif. Ils existent. Nombreux sont ceux qui veulent que l'Autogestion soit enfin un ensemble d'analyses et de propositions claires et cohérentes, ancrées dans les luttes et disposant du cadre politique puissant qu'elle demande, apte à constituer une rechange, un pôle.

Nous ne faisons pas l'impasse de toutes les questions à soulever : comment transformer cette société, avec qui, pour quoi ? C'est justement pour avoir les moyens de nous les poser que nous ressentons la nécéssité d'approfondir. C'est justement pour avoir les moyens de les réaliser que nous souhaitons l'unité des communistes libertaires, des autogestionnaires communistes.

ADETEM

Association Nationale pour le Développement des Techniques de Marketing

JOURNÉE NATIONALE DU MARKETING

JEUDI 29 JANVIER 1981

LA RECONQUÊTE DES MARCHÉS INTÉRIEURS

LES RÉPONSES DU MARKETING STRATÉGIQUE

DÉJEUNER - DÉBAT

AVEC M. Jean-Pierre FOURCADE

ET M. Jacques ATTALI

9 H 30 — 18 H 30

HOTEL INTER CONTINENTAL

3, rue de Castiglione
75008 - PARIS
TEL.: 260.37.80
(metro place Vendôme)

30, RUE D'ASTORG - 75008 PARIS — 266.51.13

Association Nationale pour la recherche sur le développement des Marchés - Reconnue d'Utilité Publique.

L'impérieuse reconquête des marchés intérieurs est une des recommandations du VIIIème Plan. Un certain nombre de facteurs ont conduit, dans les cinq dernières années, à une pénétration massive des produits étrangers sur le marché national, qu'il s'agisse de biens de grande consommation , de biens industriels ou de services.

Face à la tentation du protectionnisme, la solution à ce problème fondamental de survie pour l'économie française, dans les dix années à venir, relève pour une part essentielle de STRATEGIES et de TACTIQUES MARKETING que l'ADETEM a pour mission d'actualiser en permanence et de diffuser.

Dans la première partie de la Journée, seront présentés les travaux des GROUPES SPECIALISES de l'ADETEM concernant 8 sous-secteurs :

. Composants électroniques
. Informatique, Télématique, Bureautique
. Machine-Outil
. Bois et Ameublement
. Agro-alimentaire
. Textile, Habillement, Bonneterie
. Articles en cuir : maroquinerie et articles de voyage
. Electronique Grand Public.

M. Jean-Pierre FOURCADE et M. Jacques ATTALI débattront au cours du déjeuner non seulement sur le constat de la situation actuelle, mais encore sur les mesures à prendre pour reconquérir des marchés intérieurs tout à fait vitaux pour notre économie.

L'après-midi sera consacré à des expériences réussies de reconquête, en sessions spécialisées : le linge de maison; la chaussure; les robots industriels et les composants électroniques.

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS : Béatrice LE SOURD
ADETEM - 30, rue d'Astorg 75008 - PARIS
Tél. 266 51 13 +

Les technocrates Jean Pierre FOURCADE, animateur des clubs giscardiens "PERSPECTIVES ET REALITES" et Jacques ATTALI, chef du "brain-trust" de MITTERAND sont, avant tout les "conseillers" des couches dominantes dont ils sont membres.